



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi de règlement du budget  
et d'approbation des comptes pour 2023

PROGRAMME 138  
Emploi outre-mer



PROGRAMME 138  
**Emploi outre-mer**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Olivier JACOB**

*Directeur général des outre-mer*

Responsable du programme n° 138 : Emploi outre-mer

Les actions menées par la direction générale des outre-mer (DGOM) à travers le programme 138 « Emploi outre-mer » s'inscrivent dans les priorités définies par le Gouvernement pour assurer le développement économique et la création d'emplois outre-mer. Elles visent :

- d'une part, à renforcer la compétitivité des entreprises à travers des exonérations de cotisations sociales patronales et des aides directes ;
- d'autre part, à améliorer la qualification professionnelle des actifs ultramarins, notamment des jeunes.

En matière de compétitivité des entreprises et de baisse du coût de l'emploi, comme 2022, l'année 2023 a été marquée par une très forte hausse des dépenses de compensation des exonérations de cotisations sociales. Les paiements réalisés ont en effet dépassé de 400 M€ les crédits prévus en loi de finances initiale, ce qui a nécessité de compléter la mobilisation de l'intégralité de la réserve gouvernementale par des ouvertures de crédits en loi de finances de fin de gestion, à hauteur de 409,19 M€ en autorisations d'engagement et de 433,36 M€ en crédits de paiement (CP).

La compétitivité des entreprises ultramarines est également soutenue par la compensation des surcoûts engendrés par les spécificités structurelles liées au caractère ultrapériphérique et insulaire de ces territoires, au moyen des dispositifs d'aides spécifiques, tels que le prêt de développement outre-mer mis en œuvre par BPI France et le soutien aux micro-crédits opéré notamment par l'association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

L'amélioration de la qualification professionnelle des actifs ultramarins repose, pour sa part, sur l'accompagnement des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. Cet accompagnement, est assuré par des dispositifs de formation professionnelle sur les territoires ultramarins, principalement au travers les actions :

- du service militaire adapté (SMA), qui est un dispositif militaire d'insertion socioprofessionnelle destiné aux jeunes volontaires les plus éloignés de l'emploi au sein des outre-mer français. Il s'agit d'un outil majeur dans la réalisation des actions en faveur des jeunes. Depuis 2017, année d'atteinte de l'objectif du plan SMA 6 000, 6 000 jeunes sont accueillis par an au sein des formations du SMA avec un taux de réussite et d'insertion probant (plus de trois jeunes sur quatre sont insérés à l'issue de leur parcours de formation).

L'année 2023 a vu la montée en puissance de ses deux nouvelles compagnies (Combani à Mayotte et Hao en Polynésie française) et la poursuite de la mise en œuvre du plan SMA 2025+, dont l'ambition est de renforcer l'acquisition des savoirs fondamentaux ainsi que la qualification des stagiaires sortants, et d'ouvrir le SMA à des publics en grande difficulté (mères célibataires, mineurs décrocheurs par exemple).

- de l'agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM), qui, par le biais du passeport mobilité formation professionnelle (PMFP) permet à des jeunes ultramarins d'accéder à une offre de formation diversifiée et en adéquation avec leur projet professionnel, en dépit de l'éloignement géographique, ainsi que de séjourner dans la France hexagonale pour améliorer leur employabilité. Ce dispositif a bénéficié, en 2023, d'un soutien budgétaire constant de 18,5 M€ en AE et 13,3 M€ en CP.

Le programme 138 a permis aussi de doter de 2,36 M€ l'Institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales (IFCASS), chargé spécifiquement de conduire les actions de formation des jeunes ultramarins dans ces domaines.

- du dispositif « cadres d'avenir » qui, déployé initialement en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna puis depuis quelques années sur le département de Mayotte, a été étendu à la Guadeloupe et à Saint-Martin en 2023.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Encourager la création et la sauvegarde d'emplois durables dans le secteur marchand**

INDICATEUR 1.1 : Impact des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale sur l'évolution des effectifs salariés dans les DOM

### **OBJECTIF 2 : Lutter contre l'exclusion du marché du travail des publics les plus éloignés de l'emploi par des actions de formation professionnelle adaptées**

INDICATEUR 2.1 : Taux d'insertion des volontaires du SMA en fin de contrat

INDICATEUR 2.2 : Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle en mobilité, 6 mois après la sortie de la mesure

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Encourager la création et la sauvegarde d'emplois durables dans le secteur marchand

### INDICATEUR mission

1.1 – Impact des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale sur l'évolution des effectifs salariés dans les DOM

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité  | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|--------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Ecart entre le taux de croissance de l'emploi salarié dans les entreprises d'outre-mer exonérées de cotisations sociales au titre d'une année et le taux de croissance de l'emploi salarié dans les entreprises analogues de métropole | points | 2,5                 | 1,9                 | 2,7           | 2,4                 | amélioration            | 2,7           |

#### Commentaires techniques

**Source des données** : (source externe) URSAAF Caisse nationale

Les données sont fournies par l'URSAAF Caisse nationale en février de chaque année et font l'objet de mises à jour annuelles. Les chiffres de réalisations indiqués dans le tableau ci-dessus sont donc susceptibles d'être revus dans les prochains documents budgétaires.

#### Mode de calcul

L'indicateur concerne la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion.

Les entreprises prises en compte sont celles appartenant aux secteurs mentionnés dans la description du programme ainsi que celles comportant moins de 11 salariés.

Les entreprises analogues prises en compte en métropole sont celles des secteurs d'activité éligibles outre-mer au dispositif d'exonérations de cotisations sociales et celles de moins de 11 salariés. L'écart, exprimé en nombre de points, est mesuré en calculant la différence entre, d'une part, le taux de croissance d'une année sur l'autre de l'emploi salarié dans les secteurs et entreprises exonérés de cotisations sociales au titre de la législation spécifique à l'outre-mer et, d'autre part, ce même taux dans les entreprises analogues (secteurs d'activité éligibles outre-mer, entreprises de moins de 11 salariés) de la France hexagonale.

**Période de référence** : les données prises en compte pour le calcul de cet indicateur sont des données trimestrielles comprises dans une période s'étendant du 1<sup>er</sup> octobre de l'année n-1 au 30 septembre de l'année n afin de caler le calendrier sur la date de diffusion des données fournies par l'ACOSS.

**Si l'indicateur est > 0** : le taux de croissance de l'emploi salarié dans les entreprises d'outre-mer exonérées de cotisations sociales au titre d'une année est supérieur au taux de croissance global de l'emploi salarié outre-mer ou au taux de croissance de l'emploi salarié des entreprises analogues de métropole.

**Si l'indicateur = 0** : le taux de croissance de l'emploi salarié dans les entreprises d'outre-mer exonérées de cotisations sociales au titre d'une année est identique au taux de croissance global de l'emploi salarié outre-mer ou au taux de croissance de l'emploi salarié des entreprises analogues de métropole.

**Si l'indicateur est < 0** : le taux de croissance de l'emploi salarié dans les entreprises d'outre-mer exonérées de cotisations sociales au titre d'une année est inférieur au taux de croissance global de l'emploi salarié outre-mer ou au taux de croissance de l'emploi salarié des entreprises analogues de métropole.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Les données sur l'évolution du taux de croissance de l'emploi salarié témoignent du contexte économique et social global en outre-mer. Le soutien aux entreprises, par le biais des exonérations de cotisations sociales

patronales, influe sur ce contexte, sans constituer le facteur unique agissant sur la croissance ou l'emploi. Son impact diffus ne peut se mesurer aisément, ce qui conduit à privilégier une analyse tendancielle et comparative entre les secteurs exonérés et avec ceux de la France hexagonale après révision des données sur la base de la nomenclature statistique des activités économiques dans l'Union européenne (NACE 2008).

L'effectif des entreprises des départements et régions d'outre-mer (DROM) hors Mayotte a continué de progresser : 402 804 salariés en 2023 contre 388 491 en 2022. Ce taux de croissance (3,7 %), s'il est très supérieur à celui constaté dans la France hexagonale (1,7 %), est toutefois moindre que celui constaté l'année précédente (5,4 %).

En 2023 comme en 2022, la croissance de l'emploi salarié en outre-mer concerne tous les secteurs d'activité quelle que soit leur situation vis-à-vis des dispositifs d'exonérations de cotisations.

Toutefois, cette croissance est plus forte dans les entreprises exonérées (4,2 %) que dans les entreprises ne bénéficiant pas des dispositifs d'exonération (+3,1 %). 60 % des emplois créés dans les DROM en 2023 l'ont été dans des entreprises bénéficiant des dispositifs d'exonérations, ces dernières emploient aujourd'hui 53 % de l'effectif salarié dans ces départements.

L'ensemble des territoires enregistrent une augmentation des effectifs salariés des entreprises exonérées :

- la croissance de l'emploi y est particulièrement soutenue cette année en Guyane (+6 %) ainsi qu'en Guadeloupe (+4,7 %) ;
- En Martinique et à la Réunion en revanche, la croissance constatée (+3,8 %) est inférieure à celle de la moyenne des DOM (+4,2 %)

Les mesures d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale outre-mer continuent ainsi à participer au soutien de l'emploi salarié dans les DROM, en particulier dans les très petites entreprises et les secteurs aidés. Elles participent aussi à la création d'entreprises : 81 % des créations nettes d'entreprises enregistrées en 2023 dans les départements et régions d'outre-mer (hors Mayotte) concernaient des établissements éligibles aux dispositifs d'exonération spécifiques financés par le ministère.

## OBJECTIF

2 - Lutter contre l'exclusion du marché du travail des publics les plus éloignés de l'emploi par des actions de formation professionnelle adaptées

### INDICATEUR mission

#### 2.1 - Taux d'insertion des volontaires du SMA en fin de contrat

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d'insertion des volontaires stagiaires du SMA en fin de contrat | %     | 81,7                | 84,1                | 82,5          | 83,02               | cible atteinte          | 83            |
| Taux d'insertion des volontaires féminines du SMA                    | %     | 73,7                | 83,5                | 75            | 77,09               | cible atteinte          | 77            |

### Commentaires techniques

L'insertion se concrétise par l'obtention d'un contrat de travail (CDD d'un minimum de 1 mois, CDI, ou contrat en alternance) ou par la délivrance d'une attestation d'accès à un stage qualifiant (minimum titre V) en vue d'une formation (militaire ou civile, en outre-mer ou en métropole).

Source des données : Logiciel d'administration et de gestion outre-mer nouvelle génération (LAGON). (source interne)

Ces résultats sont recueillis par l'état-major du SMA grâce à LAGON, système d'information métier de référence déployé dans les unités du SMA. Les données sont saisies par les régiments responsables de l'archivage des pièces justificatives. Chaque unité du SMA (sept au total) répond de manière obligatoire aux échéances fixées (soit 100 %). Si les conditions d'insertion du volontaire ne sont pas connues, alors celui-ci est comptabilisé comme non inséré par le SMA.

### Sous-indicateur 2.1.1 et 2.1.2 « Taux d'insertion des volontaires stagiaires du SMA en fin de contrat »

Ces sous-indicateurs mesurent les taux de volontaires stagiaires du SMA qui bénéficient d'un emploi rémunéré (CDD/CDI) ou d'un dispositif qualifiant de formation professionnelle dans les six mois suivant la sortie du SMA (fin de contrat).

NB : compte tenu de leur mode de vie et de la structure familiale et économique, les Amérindiens originaires des communes de l'intérieur en Guyane qui achèvent avec succès leur formation au sein du SMA et qui retournent dans leur village sont, depuis 2017, comptabilisés comme insérés.

Mode de calcul : le taux d'insertion est le rapport entre le nombre de volontaires stagiaires insérés et le nombre de volontaires stagiaires formés (fin de contrat) dans l'année. Sont comptés comme insérés, les volontaires stagiaires qui bénéficient d'un emploi rémunéré (CDD/CDI) ou d'un dispositif qualifiant de formation professionnelle en fin de contrat ou dans les six mois qui suivent la fin de contrat.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Bien qu'en retrait par rapport à 2022, les deux indicateurs présentés sont au-dessus de leurs cibles ce qui traduit le maintien à un très bon niveau de l'insertion.

Les cibles ont à nouveau été rehaussées pour 2024.

## INDICATEUR

### 2.2 - Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle en mobilité, 6 mois après la sortie de la mesure

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle en mobilité, 6 mois après la sortie de la mesure. | %     | 66                  | 73                  | 62            | 67,2                | cible atteinte          | 70            |
| Taux d'insertion professionnelle des bénéficiaires féminines d'une mesure de formation professionnelle en mobilité, 6 mois après la sortie de la mesure | %     | 70                  | 73,7                | 65            | 70                  | cible atteinte          | 71            |

### Commentaires techniques

Source des données :

source externe : l'agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM)

LADOM réalise des enquêtes auprès des bénéficiaires des mesures de formation professionnelle en mobilité. L'indicateur est calculé uniquement pour les bénéficiaires dont les situations sont connues. Le pourcentage de réponse aux enquêtes sur le devenir des bénéficiaires des mesures (nombre des dossiers renseignés) a donc une conséquence directe sur le calcul de l'indicateur. Compte tenu du calendrier de restitution de l'indicateur (février 2022), les données d'insertion sont calculées pour les bénéficiaires ayant terminé leur formation entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 30 juin 2021 – permettant ainsi d'avoir des données sur 12 mois avec le recul de 6 mois nécessaire.

Construction de l'indicateur :

L'insertion professionnelle à laquelle l'indicateur fait référence est une solution durable au regard de l'emploi, et se comprend donc au sens large, car il peut s'agir d'un CDI, d'un CDD de plus de 6 mois, d'une création d'entreprise ou d'une action de formation qualifiante.

L'indicateur est calculé pour les jeunes ayant bénéficié du dispositif de formation professionnelle en mobilité, 6 mois après la sortie de la mesure.

Sont comptabilisés dans le public « Jeunes », les bénéficiaires de 16 à moins de 26 ans au moment de l'entrée dans la formation.

L'insertion professionnelle des femmes est calculée pour l'ensemble des bénéficiaires féminines, de 16 à 25 ans inclus.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Après avoir connu un bond en 2022 dans la suite de la sortie de crise sanitaire liée à la COVID-19, avec un marché du travail particulièrement dynamique, le taux d'insertion professionnelle des jeunes constaté en 2023 retrouve le niveau constaté en 2021, avec une légère progression tout de même pour l'ensemble des bénéficiaires âgés de 16 à 25 ans inclus qui s'insèrent à hauteur de 67.2 %. Le taux d'insertion 2023 des jeunes bénéficiaires féminines s'élève à 70 %, soit le niveau constaté en 2021.



## Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### 2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action           | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
|  |                                     |  |   |                                       |  |                                |   |
| 01 – Soutien aux entreprises                                     |                                     |  |   | 1 413 179 003<br>1 816 212 341        |  | 1 413 179 003<br>1 816 212 341 | 1 413 179 003                             |
| 02 – Aide à l'insertion et à la<br>qualification professionnelle | 197 873 288<br>188 129 651          | 49 492 074<br>82 409 486                 | 30 647 500<br>37 762 957                | 35 865 000<br>29 029 608              | 1 235 000  | 313 877 862<br>338 566 702     | 348 877 862                               |
| 03 – Pilotage des politiques des<br>outre-mer                    |                                     | 3 800 000<br>4 245 035                   | 59 472                                  | 9 395                                 |  | 3 800 000<br>4 313 902         | 3 800 000                                 |
| 04 – Financement de l'économie                                   |                                     | 32 780                                   |   | 34 302 576<br>17 544 394              |  | 34 302 576<br>17 577 174       | 34 302 576                                |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                               | <b>197 873 288</b>                  | <b>53 292 074</b>                        | <b>30 647 500</b>                       | <b>1 483 346 579</b>                  | <b>0</b>   | <b>1 765 159 441</b>           | <b>1 800 159 441</b>                      |
| Ouvertures / annulations<br>par FdC et AdP                       |                                     |  | +38 287 959 (hors titre 2)              |                                       |  | +38 287 959                    |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP                      | -3 957 465                          |  | +429 730 002 (hors titre 2)             |                                       |  | +425 772 537                   |   |
| Total des AE ouvertes  | 193 915 823                         |  | 2 035 304 114 (hors titre 2)            |                                       |  | 2 229 219 937                  |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                                   | <b>188 129 651</b>                  | <b>86 687 301</b>                        | <b>37 822 428</b>                       | <b>1 862 795 738</b>                  | <b>1 235 000</b>                                   | <b>2 176 670 118</b>           |   |

#### 2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action           | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
|  |                                     |  |   |                                       |  |                                |   |
| 01 – Soutien aux entreprises                                     |                                     |  |   | 1 413 179 003<br>1 816 212 341        |  | 1 413 179 003<br>1 816 212 341 | 1 413 179 003                             |
| 02 – Aide à l'insertion et à la<br>qualification professionnelle | 197 873 288<br>188 129 651          | 48 424 858<br>81 272 936                 | 33 090 898<br>18 299 703                | 30 589 263<br>24 037 085              | 1 235 000  | 309 978 307<br>312 974 375     | 344 978 307                               |
| 03 – Pilotage des politiques des<br>outre-mer                    |                                     | 3 536 259<br>4 415 675                   | 59 472                                  | 3 753                                 |  | 3 536 259<br>4 478 900         | 3 536 259                                 |
| 04 – Financement de l'économie                                   |                                     | 30 380                                   |   | 31 848 630<br>16 526 754              |  | 31 848 630<br>16 557 134       | 31 848 630                                |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                                | <b>197 873 288</b>                  | <b>51 961 117</b>                        | <b>33 090 898</b>                       | <b>1 475 616 896</b>                  | <b>0</b>   | <b>1 758 542 199</b>           | <b>1 793 542 199</b>                      |
| Ouvertures / annulations<br>par FdC et AdP                       |                                     |  | +38 287 959 (hors titre 2)              |                                       |  | +38 287 959                    |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP                      | -3 957 465                          |  | +444 619 283 (hors titre 2)             |                                       |  | +440 661 818                   |   |
| Total des CP ouverts   | 193 915 823                         |  | 2 043 576 153 (hors titre 2)            |                                       |  | 2 237 491 976                  |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                                    | <b>188 129 651</b>                  | <b>85 718 992</b>                        | <b>18 359 175</b>                       | <b>1 856 779 933</b>                  | <b>1 235 000</b>                                   | <b>2 150 222 751</b>           |   |

## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action           | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|---|--------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022</i><br>Consommation 2022                |                                  |                                       |                                      |                                    |   |                                |
| 01 – Soutien aux entreprises                                  |                                  |                                       |                                      | 1 478 041 760<br>1 725 888 761     | 1 478 041 760                             | 1 478 041 760<br>1 725 888 761 |
| 02 – Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle | 175 396 270<br>174 597 101       | 48 070 331<br>77 863 066              | 24 703 369<br>15 469 749             | 36 060 655<br>28 877 071           | 284 230 625                               | 304 230 625<br>296 806 986     |
| 03 – Pilotage des politiques des outre-mer                    |                                  | 2 100 000<br>3 464 187                | 52 835                               |                                    | 2 100 000                                 | 2 100 000<br>3 517 022         |
| 04 – Financement de l'économie                                |                                  |                                       |                                      | 24 302 576<br>19 605 716           | 24 302 576                                | 24 302 576<br>19 603 287       |
|   |                                  | -2 429                                |                                      |                                    |   |                                |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                            | <b>175 396 270</b>               | <b>50 170 331</b>                     | <b>24 703 369</b>                    | <b>1 538 404 991</b>               | <b>1 788 674 961</b>                      | <b>1 808 674 961</b>           |
| <b>Total des AE consommées</b>                                | <b>174 597 101</b>               | <b>81 324 825</b>                     | <b>15 522 584</b>                    | <b>1 774 371 547</b>               |   | <b>2 045 816 057</b>           |

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action           | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|---|--------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022</i><br>Consommation 2022                |                                  |                                       |                                      |                                    |   |                                |
| 01 – Soutien aux entreprises                                  |                                  |                                       |                                      | 1 478 041 760<br>1 726 533 769     | 1 478 041 760                             | 1 478 041 760<br>1 726 533 769 |
| 02 – Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle | 175 396 270<br>174 597 101       | 47 978 018<br>75 003 550              | 20 466 000<br>20 120 500             | 30 739 263<br>27 474 752           | 274 579 551                               | 294 579 551<br>297 195 903     |
| 03 – Pilotage des politiques des outre-mer                    |                                  | 2 100 000<br>3 107 680                | 87 522                               |                                    | 2 100 000                                 | 2 100 000<br>3 195 202         |
| 04 – Financement de l'économie                                |                                  |                                       |                                      | 23 014 576<br>19 221 141           | 23 014 576                                | 23 014 576<br>19 234 021       |
|   |                                  | 12 880                                |                                      |                                    |   |                                |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                             | <b>175 396 270</b>               | <b>50 078 018</b>                     | <b>20 466 000</b>                    | <b>1 531 795 599</b>               | <b>1 777 735 887</b>                      | <b>1 797 735 887</b>           |
| <b>Total des CP consommés</b>                                 | <b>174 597 101</b>               | <b>78 124 111</b>                     | <b>20 208 022</b>                    | <b>1 773 229 662</b>               |   | <b>2 046 158 896</b>           |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|--|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|  | Consommées*<br>en 2022     | Ouvertes<br>en 2023 | Consommées*<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2022 | Ouverts<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2023 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel              | 174 597 101                | 197 873 288         | 188 129 651            | 174 597 101           | 197 873 288        | 188 129 651           |
| Rémunérations d'activité                     | 108 755 098                | 123 460 768         | 116 506 360            | 108 755 098           | 123 460 768        | 116 506 360           |
| Cotisations et contributions sociales        | 62 984 634                 | 70 356 840          | 67 760 656             | 62 984 634            | 70 356 840         | 67 760 656            |
| Prestations sociales et allocations diverses | 2 857 368                  | 4 055 680           | 3 862 634              | 2 857 368             | 4 055 680          | 3 862 634             |

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement  |                      |                      |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|   | Consommées* en 2022        | Ouvertes en 2023     | Consommées* en 2023  | Consommés* en 2022   | Ouverts en 2023      | Consommés* en 2023   |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 81 324 825                 | 53 292 074           | 86 687 301           | 78 124 111           | 51 961 117           | 85 718 992           |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 73 979 831                 | 45 845 001           | 79 378 921           | 70 779 116           | 44 514 044           | 78 410 611           |
| Subventions pour charges de service public                | 7 344 994                  | 7 447 073            | 7 308 381            | 7 344 995            | 7 447 073            | 7 308 381            |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement                       | 15 522 584                 | 30 647 500           | 37 822 428           | 20 208 022           | 33 090 898           | 18 359 175           |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 15 504 218                 | 30 647 500           | 37 713 084           | 20 189 656           | 33 090 898           | 18 249 831           |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État     | 18 366                     | 0                    | 109 344              | 18 366               | 0                    | 109 344              |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 1 774 371 547              | 1 483 346 579        | 1 862 795 738        | 1 773 229 662        | 1 475 616 896        | 1 856 779 933        |
| Transferts aux ménages                                    | 18 692 648                 | 25 443 654           | 19 794 345           | 17 348 329           | 20 219 763           | 14 795 179           |
| Transferts aux entreprises                                | 1 743 224 024              | 1 445 481 579        | 1 830 368 422        | 1 743 623 252        | 1 443 027 633        | 1 829 978 336        |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 2 026 507                  | 6 682 746            | 1 943 045            | 1 953 507            | 6 630 900            | 1 992 231            |
| Transferts aux autres collectivités                       | 10 428 368                 | 5 738 600            | 10 689 926           | 10 304 574           | 5 738 600            | 10 014 188           |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières               | 0                          | 0                    | 1 235 000            | 0                    | 0                    | 1 235 000            |
| Dotations en fonds propres                                | 0                          | 0                    | 1 235 000            | 0                    | 0                    | 1 235 000            |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>1 765 159 441</b> |                      |                      | <b>1 758 542 199</b> |                      |
| Ouvertures et annulations* en titre 2                     |                            | -3 957 465           |                      |                      | -3 957 465           |                      |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +468 017 961         |                      |                      | +482 907 242         |                      |
| <b>Total*</b>   | <b>2 045 816 057</b>       | <b>2 229 219 937</b> | <b>2 176 670 118</b> | <b>2 046 158 896</b> | <b>2 237 491 976</b> | <b>2 150 222 751</b> |

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses         | Autorisations d'engagement |                          |                   | Crédits de paiement |                         |                   |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|-------------------|
|                            | Ouvertes en 2022           | Prévues en LFI pour 2023 | Ouvertes en 2023  | Ouverts en 2022     | Prévus en LFI pour 2023 | Ouverts en 2023   |
| Dépenses de personnel      |                            |                          |                   |                     |                         |                   |
| Autres natures de dépenses | 39 698 608                 | 35 000 000               | 38 287 959        | 39 698 608          | 35 000 000              | 38 287 959        |
| <b>Total</b>               | <b>39 698 608</b>          | <b>35 000 000</b>        | <b>38 287 959</b> | <b>39 698 608</b>   | <b>35 000 000</b>       | <b>38 287 959</b> |

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures                 |                |                     |                | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres  | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 02/2023           |                            | 28 797         |                     | 28 797         |                            |               |                     |               |
| 03/2023           |                            | 63 724         |                     | 63 724         |                            |               |                     |               |
| 04/2023           |                            | 3 676          |                     | 3 676          |                            |               |                     |               |
| 05/2023           |                            | 24 111         |                     | 24 111         |                            |               |                     |               |
| 06/2023           |                            | 10 626         |                     | 10 626         |                            |               |                     |               |
| 07/2023           |                            | 39 585         |                     | 39 585         |                            |               |                     |               |
| 08/2023           |                            | 16 105         |                     | 16 105         |                            |               |                     |               |
| 09/2023           |                            | 1 219          |                     | 1 219          |                            |               |                     |               |
| 10/2023           |                            | 27 916         |                     | 27 916         |                            |               |                     |               |
| 11/2023           |                            | 9 620          |                     | 9 620          |                            |               |                     |               |
| 12/2023           |                            | 260 387        |                     | 260 387        |                            |               |                     |               |
| 01/2024           |                            | 2 951          |                     | 2 951          |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>488 717</b> |                     | <b>488 717</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 02/2023           |                            | 1 000 000         |                     | 1 000 000         |                            |               |                     |               |
| 03/2023           |                            | 13 000            |                     | 13 000            |                            |               |                     |               |
| 04/2023           |                            | 141 622           |                     | 141 622           |                            |               |                     |               |
| 06/2023           |                            | 14 016 760        |                     | 14 016 760        |                            |               |                     |               |
| 08/2023           |                            | 13 800 000        |                     | 13 800 000        |                            |               |                     |               |
| 10/2023           |                            | 1 382 071         |                     | 1 382 071         |                            |               |                     |               |
| 11/2023           |                            | 7 445 790         |                     | 7 445 790         |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>37 799 242</b> |                     | <b>37 799 242</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 23/01/2023        |                            | 31 408 263        |                     |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>31 408 263</b> |                     |               |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 03/02/2023        |                            | 7 233 400        |                     | 25 347 601        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>7 233 400</b> |                     | <b>25 347 601</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |                | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |                | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres  | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 10/03/2023        |                            |               |                     | 909 195        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     | <b>909 195</b> |                            |               |                     |               |

## DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                   |                     |                   |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     |
| 12/10/2023        |                            |               |                     |               |                            | 18 100 000        |                     | 15 000 000        |
| 09/12/2023        |                            |               |                     |               | 3 957 465                  |                   | 3 957 465           |                   |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               | <b>3 957 465</b>           | <b>18 100 000</b> | <b>3 957 465</b>    | <b>15 000 000</b> |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 30/11/2023        |                            | 409 188 339        |                     | 433 362 487        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>409 188 339</b> |                     | <b>433 362 487</b> |                            |               |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| Total général | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |                   |                     |                   |
|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
|               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   |
|               | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     |
|               |                            | <b>486 117 961</b> |                     | <b>497 907 242</b> | <b>3 957 465</b>           | <b>18 100 000</b> | <b>3 957 465</b>    | <b>15 000 000</b> |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2023 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2023. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2023.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (5)**

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |  | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|--|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 710105   | <b>Non applicabilité provisoire de la TVA en Guyane et à Mayotte</b><br>Régimes ultramarins<br><i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1948 - Dernière modification : 1948 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 294</i>  | 125                      | 225                    | 115                      |
| 710102   | <b>Exonération de certains produits et matières premières ainsi que des produits pétroliers en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion</b><br>Régimes ultramarins<br><i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1951 - Dernière modification : 1969 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 295-1-5° et 6°</i>   | 115                      | 235                    | 100                      |
| 210322   | <b>Abattement applicable aux bénéfices des entreprises provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer</b><br>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés<br><i>Bénéficiaires 2021 : 7500 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 44 quaterdecies</i> | 97                       | 86                     | 94                       |
| 300303   | <b>Exonération, sur agrément, des bénéfices réinvestis dans l'entreprise pour les sociétés de recherche et d'exploitation minière dans les départements d'outre-mer</b><br>Exonérations<br><i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1960 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : 2032 - Fin du fait générateur : 2001 - code général des impôts : 1655 bis</i>  | 1                        | 1                      | 1                        |
| 710107   | <b>Exonération de TVA des ventes et importations de riz à La Réunion</b><br>Régimes ultramarins<br><i>Bénéficiaires 2021 : 855000 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1954 - Dernière modification : 1954 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 295-1 2°</i>   | 1                        | 1                      | 1                        |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>  |  | <b>339</b>               | <b>548</b>             | <b>311</b>               |

#### Non-applicabilité provisoire de la TVA en Guyane et à Mayotte (710105)

L'absence d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le département guyanais trouve son origine dans l'article 2 du décret n° 48-543 du 30 mars 1948 portant introduction dans le département de la Guyane de la législation et de la réglementation relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires et aux contributions indirectes qui disposait qu'était provisoirement différée l'application des taxes sur le chiffre d'affaires. À ce jour, la TVA demeure non applicable dans le département.

S'agissant du département de Mayotte, l'article 13 de l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte a introduit un dispositif identique d'absence provisoire d'application de la TVA dans ce département.

Ces deux départements sont marqués par un fort taux de chômage. En 2018, le taux de chômage des personnes de 15 à 64 ans était de 34,4 % en Guyane (source : INSEE - statistiques et études par département). En outre, seuls 30 % des personnes en âge de travailler ont un emploi à Mayotte (source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4632225>).

Le niveau de vie dans ces deux départements est significativement moins élevé qu'en métropole et dans les autres départements d'outre-mer. À cet égard, en 2018, le niveau de vie annuel médian était de 10 990 € en Guyane et de 3 140 € à Mayotte (à titre de comparaison, la même année le revenu médian en Île-de-France était de 23 860 € et de 15 500 € à 17 000 € dans les trois autres départements d'outre-mer).

Dans la mesure où la TVA est un impôt supporté *in fine* par le consommateur (même s'il est collecté par les opérateurs économiques), le plus faible niveau de vie de la population dans ces deux départements, le fort taux de chômage qui y est constaté auxquels s'ajoutent les difficultés structurelles auxquels ces départements sont confrontés (éloignement par rapport à la métropole notamment) plaident pour le maintien de l'inapplicabilité de la taxe.

#### Exonération de TVA sur certains produits et matières premières ainsi que sur les produits pétroliers (710102)

Dans les trois départements d'outre-mer où la TVA s'applique, un certain nombre de biens et d'équipements bénéficient d'une exonération de TVA prévue à l'article 295-1-5° et 6° du CGI. L'objectif de cette mesure est de minorer le prix de vente au consommateur final. Ce prix se trouve augmenté dans les DROM par l'effet des handicaps structurels des économies ultramarines liés à l'éloignement, ou à la taille du marché.

Les produits concernés par ces exonérations sont les matériels d'équipements destinés à l'industrie hôtelière et touristique, les produits, matériaux de construction, engrais et outillage industriel et agricole ainsi que les produits pétroliers.

Les secteurs du tourisme et du BTP sont un vecteur majeur de soutien au développement économique de ces territoires. En effet, l'industrie touristique et hôtelière emploie 9 % des effectifs du secteur marchand domien contre 8 % en hexagone avec pour l'hôtellerie 20 % des effectifs. Le BTP pour sa part représente 65 % des entreprises artisanales et 44 % des effectifs des PME.

#### Abattement sur les bénéfices ZFANG (210322)

Dans un objectif de soutien économique à des entreprises implantées dans certaines zones de natures très diverses, le code général des impôts (CGI) a instauré depuis 1996 plusieurs dispositifs d'allègements fiscaux consistant essentiellement en des exonérations d'impôt sur les bénéfices de ces entreprises ou d'abattements sur les bénéfices que ces dernières peuvent réaliser.

L'article 4 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer a instauré un mécanisme d'abattement sur les bénéfices, codifié à l'article 44 quaterdecies du CGI et octroyé aux petites et moyennes entreprises établies dans les DROM.

Ce dispositif a concouru à améliorer la rentabilité des entreprises des DROM. Toutefois, ce dispositif était jugé trop complexe, insuffisamment ciblé et tendait à perdre en efficacité du fait de la réduction progressive des taux d'exonération qui étaient octroyés.

Au regard de l'existence de divers dispositifs « zonés » entraînant une perte de lisibilité de l'ensemble de ces dispositifs et un risque d'insécurité juridique pour les opérateurs économiques des DROM, les assises de l'outre-mer ont permis d'aboutir à une réforme des dispositifs fiscaux « zonés » pour ces entreprises. Aussi, l'article 19 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a proposé la suppression de deux dispositifs (dispositifs des « zones de revitalisation rurale » et des « zones franches urbaines - territoires entrepreneur ») à destination des entreprises des DROM et la création d'un dispositif unique de « zones franches d'activité nouvelle génération » (ZFANG) applicable aux entreprises établies dans les DROM.

Les principales améliorations du dispositif étaient sa pérennisation, sa simplification tenant notamment à la disparition de zones géographiques particulières sur le territoire desquelles les entreprises pouvaient bénéficier de taux majorés ainsi que le retrait de la condition tenant à une contribution à la formation professionnelle pour bénéficier du régime.

Le dispositif s'accompagne d'un volet en matière de fiscalité directe locale, les entreprises éligibles bénéficiant également d'abattements, d'une part sur la valeur locative imposable à la cotisation foncière des entreprises, d'autre part sur la valeur ajoutée imposable à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et enfin sur la valeur locative imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties (cf. programme 123).



## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                                |                                | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 01 – Soutien aux entreprises  |                                       | 1 413 179 003<br>1 816 212 341 | 1 413 179 003<br>1 816 212 341 |                                       | 1 413 179 003<br>1 816 212 341 | 1 413 179 003<br>1 816 212 341 |
| 02 – Aide à l'insertion et à la qualification<br>professionnelle                                    | 197 873 288<br>188 129 651            | 116 004 574<br>150 437 051     | 348 877 862<br>338 566 702     | 197 873 288<br>188 129 651            | 112 105 019<br>124 844 724     | 344 978 307<br>312 974 375     |
| 03 – Pilotage des politiques des outre-mer  |                                       | 3 800 000<br>4 313 902         | 3 800 000<br>4 313 902         |                                       | 3 536 259<br>4 478 900         | 3 536 259<br>4 478 900         |
| 04 – Financement de l'économie  |                                       | 34 302 576<br>17 577 174       | 34 302 576<br>17 577 174       |                                       | 31 848 630<br>16 557 134       | 31 848 630<br>16 557 134       |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>197 873 288</b>                    | <b>1 567 286 153</b>           | <b>1 765 159 441</b>           | <b>197 873 288</b>                    | <b>1 560 668 911</b>           | <b>1 758 542 199</b>           |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  | -3 957 465                            | +468 017 961                   | +464 060 496                   | -3 957 465                            | +482 907 242                   | +478 949 777                   |
| Total des crédits ouverts   | 193 915 823                           | 2 035 304 114                  | 2 229 219 937                  | 193 915 823                           | 2 043 576 153                  | 2 237 491 976                  |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>188 129 651</b>                    | <b>1 988 540 467</b>           | <b>2 176 670 118</b>           | <b>188 129 651</b>                    | <b>1 962 093 100</b>           | <b>2 150 222 751</b>           |
| Crédits ouverts - crédits consommés   | +5 786 172                            | +46 763 647                    | +52 549 819                    | +5 786 172                            | +81 483 053                    | +87 269 225                    |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                      |                      |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| PLF         | 197 873 288                | 1 560 241 153        | 1 758 114 441        | 197 873 288         | 1 553 623 911        | 1 751 497 199        |
| Amendements | 0                          | +7 045 000           | +7 045 000           | 0                   | +7 045 000           | +7 045 000           |
| <b>LFI</b>  | <b>197 873 288</b>         | <b>1 567 286 153</b> | <b>1 765 159 441</b> | <b>197 873 288</b>  | <b>1 560 668 911</b> | <b>1 758 542 199</b> |

Douze amendements ont modifié les crédits du programme en 2023 :

Amendement de chiffres AN n° II-11 adopté le 28 octobre 2022 : majoration de 10 000 000 € en AE et en CP en vue de financer la compensation de la hausse des coûts d'approvisionnement en gazole non routier (GNR) des entreprises des collectivités de l'article 73 de la Constitution particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine.

Amendement de chiffres AN n° II-140, retiré le 28 octobre 2022 puis repris par l'amendement Sénat II-961 adopté le 29 novembre 2022 : minoration de 30 000 000 € en AE et CP en vue d'augmenter de 30 M€ les crédits en faveur des « contrats de redressement Outre-mer » (COROM) inscrits sur le programme 123.

Amendement de chiffres AN n° II-311 adopté le 29 octobre 2022 : minoration de 500 000 € en AE et CP pour financer sur le programme 123 un dispositif facilitant la sortie d'indivision pour favoriser les projets d'aménagement des collectivités.

Amendement de chiffres AN n° II-768 adopté le 29 octobre 2022 : minoration de 1 000 000 € en AE et en CP pour financer la mise en place de centres d'examen des concours de la fonction publique dans chaque territoire d'outre-mer.

Amendement de chiffres AN n° II-776 adopté le 29 octobre 2022 : minoration de 1 000 000 € en AE et en CP pour étendre le passeport mobilité aux personnes engagées dans le dispositif de validation des acquis de l'expérience.

Amendement de chiffres AN n° II-1006 adopté le 29 octobre 2022 : minoration de 2 000 000 € en AE et CP pour abonder le fonds de secours outre-mer financé sur le programme 123.

Amendement de chiffres AN n° II-1507 adopté le 29 octobre 2022 : majoration de 45 000 € en AE et en CP pour abonder l'enveloppe dédiée à l'accompagnement professionnel des jeunes ultramarins dans le cadre du service militaire adapté.

Amendement de chiffres AN n° II-1550 adopté le 29 octobre 2022 : minoration de 1 000 000 € en AE et CP pour augmenter les crédits sur le programme 123 dédiés à l'accompagnement des enfants mineurs évacués sanitaires dans le cadre de la continuité territoriale.

Amendement de chiffres AN n° II-1582 adopté le 29 octobre 2022 : minoration de 5 000 000 € en AE et CP pour augmenter les ressources du fonds de continuité territoriale sur le programme 123.

Amendement de chiffres Sénat n° II-16 adopté le 19 novembre 2022 : minoration de 4 000 000 € en AE et CP pour augmenter de 4 millions d'euros les crédits alloués à la résorption de l'habitat indigne et insalubre en outre-mer sur le programme 123.

Amendement de chiffres Sénat II-262 adopté le 29 novembre 2022 : minoration de 1 000 000 € en AE et CP pour augmenter les crédits alloués au fonds de continuité territoriale sur le programme 123.

Amendement gouvernemental au Sénat II-961 adopté le 29 novembre 2022 : majoration de 42 500 000 € en AE et en CP visant à rétablir les crédits mouvementés sur le programme par les amendements II-140, II-311, II-1006, II-1550, et II-1582 de première lecture à l'Assemblée Nationale, retenus dans le texte transmis au Sénat et à réinscrire sur le programme les crédits ouverts par les amendements AN II-768 et II-776 dont le transfert sur de nouveaux programmes était envisagé.

| Amendement                 | Programme 138 |             |
|----------------------------|---------------|-------------|
|                            | AE            | CP          |
| amendement AN n° II 11     | 10 000 000    | 10 000 000  |
| amendement AN n° II 140    | -30 000 000   | -30 000 000 |
| amendement AN n° II 311    | -500 000      | -500 000    |
| Amendement AN n° II 768    | -1 000 000    | -1 000 000  |
| Amendement AN n° II 776    | -1 000 000    | -1 000 000  |
| Amendement AN n° II 1006   | -2 000 000    | -2 000 000  |
| Amendement AN n° II 1507   | 45 000        | 45 000      |
| Amendement AN n° II 1550   | -1 000 000    | -1 000 000  |
| Amendement AN n° II 1582   | -5 000 000    | -5 000 000  |
| amendement Sénat n° II 16  | -4 000 000    | -4 000 000  |
| amendement Sénat n° II 262 | -1 000 000    | -1 000 000  |

|                            |                  |                  |
|----------------------------|------------------|------------------|
| amendement Sénat n° II 961 | 42 500 000       | 42 500 000       |
| <b>Total</b>               | <b>7 045 000</b> | <b>7 045 000</b> |

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les décrets de virement intervenus au cours de l'exercice ont minoré les crédits du programme de 22 057 465 € en AE et 18 957 465 € en CP.

La loi 2023-1114 de finances de fin de gestion pour 2023 du 30 novembre 2023 a par ailleurs ouvert 409 188 339 € en AE et 433 362 487 € en CP sur le programme.

Le tableau ci-après détaille et précise les motifs de ces mouvements :

| Décrets de virement T2   |  | -3 957 465,00  | -3 957 465,00  |
|--|--|----------------|----------------|
| DV n° 2023-1160 du 9 décembre 2023   | Redéploiement de crédits de personnel entre différents programmes du ministère de l'Intérieur et des outre-mer en vue d'assurer la bonne exécution de la paie de décembre 2023 (virement au programme 152 « Gendarmerie nationale »)   | -3 957 465,00  | -3 957 465,00  |
| Décrets de virement HT2  |  | -18 100 000,00 | -15 000 000,00 |
| DV n° 2023-938 du 12 octobre 2023  | Redéploiement de crédits entre programmes de la mission pour le financement de l'accompagnement par l'État de certains régimes de protection sociale de Nouvelle-Calédonie (virement au programme 123 « Conditions de vie outre-mer ») | -18 100 000,00 | -15 000 000,00 |
| Loi de finances de fin de gestion  |  | 409 188 339,00 | 433 362 487,00 |
| Loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion pour 2023 | Ouverture de 409,2 M€ en AE et 433,4 M€ en CP en raison de la hausse du coût des exonérations de cotisations sociales patronales   | 409 188 339,00 | 433 362 487,00 |

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les fonds de concours et attributions de produits bénéficiant au programme 138 concernent, pour leur totalité, le SMA. En 2023, leur montant prévisionnel avait été évalué à 35 M€ en AE et CP. Le montant total du versement des fonds de concours obtenus s'élève à 37 799 242,46 €, et celui des attributions de produits à 488 716,63 € en AE/CP soit un total de 38 287 959 €. Cette différence avec le prévisionnel tient pour partie à des rattachements tardifs de fonds qui n'étaient pas attendus avant 2024. Ces rattachements se déclinent comme suit :

- Fonds de concours n° 1-1-00733 du Fonds social européen (FSE) au profit du Service militaire adapté dans les départements et régions d'outre-mer. Dans le cadre de ses opérations conventionnées relatives à « l'insertion socioprofessionnelle des jeunes éloignés de l'emploi », le SMA a été crédité en 2023 de 37 589 791,41 € pour son action en faveur notamment de « l'intégration sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux de groupes marginalisés (...) » ;
- Fonds de concours n° 1-3-00874 (collectivités) : il s'agit à titre principal de cofinancements des collectivités territoriales dans lesquelles sont implantés le SMA. En 2023, les rattachements de crédits ont abondé le Service militaire adapté de 209 451,05 €. Il s'agit principalement de subventions régionales destinées à la formation et à l'acquisition d'équipements à La Réunion, la Martinique et en Nouvelle-Calédonie ;
- Attribution de produits n° 2-3-00617 : recettes provenant de prestations diverses effectuées par le Service militaire adapté (SMA) dans le cadre de sa mission outre-mer. Au titre de cette attribution de produit, le SMA a perçu 361 558,80 € en 2023. Il s'agit essentiellement des recettes issues de la taxe d'apprentissage au profit des formations du SMA éligibles.
- Attribution de produits n° 2-3-00764 : produits des cessions de biens mobiliers réformés du Service militaire adapté. L'abondement du SMA en 2023 s'est élevé à 127 157,83 €.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                   |                   | Crédits de paiement |                   |                   |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres     | Total             | Titre 2             | Autres titres     | Total             |
| Mise en réserve initiale   | 989 366                    | 78 129 558        | 79 118 924        | 989 366             | 77 798 696        | 78 788 062        |
| Surgels  | 0                          | 15 625 912        | 15 625 912        | 0                   | 15 559 739        | 15 559 739        |
| Dégels   | 0                          | 0                 | 0                 | 0                   | 0                 | 0                 |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>989 366</b>             | <b>93 755 470</b> | <b>94 744 836</b> | <b>989 366</b>      | <b>93 358 435</b> | <b>94 347 801</b> |

La réserve de précaution était de 93 755 470 € en AE et 93 358 435 € en CP sur la dotation HT2 et de 989 366 € sur les crédits du titre 2.

Sur le titre 2, il n'y a pas eu de dégel de la réserve de précaution, l'exécution annuelle en dépenses (188,13 M€) ayant été inférieure à la ressource disponible (196,88 M€).

En revanche l'intégralité des crédits hors T2 mis en réserve ont été dégelés en fin de gestion, afin de compléter les crédits ouverts par la loi de finances de fin de gestion du 30 novembre 2023 (409,2 M€ en AE et 433,4 M€ en CP), pour financer l'augmentation des dépenses liées à la compensation des exonérations de charges sociales, ainsi que l'apurement d'une partie de la dette contractée auprès des organismes de sécurité sociale en 2021 et 2022.

## BILAN DU PROGRAMME PAR ACTION ET NATURE DE DÉPENSES

| Action                     | Intitulé de l'action                                     | Titre | Cat. Budg. | LFI 2023             |                      | Consommation Chorus 31/12/2023 |                      | Retraits d'engagement t au 31/12 | Consommation corrigée des retraits d'engagement sur années antérieures -31/12/2023 |                      |
|----------------------------|--|-------|------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|----------------------------------|--|----------------------|
|                            |  |       |            | AE                   | CP                   | AE                             | CP                   |                                  | AE   | CP                   |
| 0138-01                    | Soutien aux entreprises                                  | 6     | 62         | 1 413 179 003        | 1 413 179 003        | 1 816 212 341                  | 1 816 212 341        | 0                                | 1 816 212 341  | 1 816 212 341        |
| <b>Total 0138-01</b>       |  |       |            | <b>1 413 179 003</b> | <b>1 413 179 003</b> | <b>1 816 212 341</b>           | <b>1 816 212 341</b> | <b>0</b>                         | <b>1 816 212 341</b>   | <b>1 816 212 341</b> |
| 0138-02                    | Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle | 2     | 21         | 123 460 768          | 123 460 768          | 116 506 360                    | 116 506 360          | 0                                | 116 506 360  | 116 506 360          |
|                            |  |       | 22         | 70 356 840           | 70 356 840           | 67 760 656                     | 67 760 656           | 0                                | 67 760 656   | 67 760 656           |
|                            |  |       | 23         | 4 055 680            | 4 055 680            | 3 862 634                      | 3 862 634            | 0                                | 3 862 634  | 3 862 634            |
|                            |  | 3     | 31         | 42 045 001           | 40 977 785           | 75 097 400                     | 73 960 850           | -502 079                         | 75 599 479   | 73 960 850           |
|                            |  |       | 32         | 7 447 073            | 7 447 073            | 7 308 381                      | 7 308 381            | 0                                | 7 308 381  | 7 308 381            |
|                            |  | 5     | 51         | 30 647 500           | 33 090 898           | 37 653 613                     | 18 190 359           | -136 056                         | 37 789 668   | 18 190 359           |
|                            |  |       | 52         | 0                    | 0                    | 109 344                        | 109 344              | 0                                | 109 344  | 109 344              |
|                            |  | 6     | 61         | 25 443 654           | 20 219 763           | 19 760 644                     | 14 769 940           | 0                                | 19 760 644   | 14 769 940           |
|                            |  |       | 62         | 0                    | 0                    | 77 691                         | 48 692               | 0                                | 77 691   | 48 692               |
|                            |  |       | 63         | 6 682 746            | 6 630 900            | 1 943 045                      | 1 973 045            | 0                                | 1 943 045  | 1 973 045            |
|                            |  |       | 64         | 3 738 600            | 3 738 600            | 7 243 531                      | 7 243 531            | 0                                | 7 243 531  | 7 243 531            |
|                            |  | 7     | 72         | 0                    | 0                    | 1 235 000                      | 1 235 000            | 0                                | 1 235 000  | 1 235 000            |
| <b>Total 0138-02</b>       |  |       |            | <b>313 877 862</b>   | <b>309 978 307</b>   | <b>338 558 299</b>             | <b>312 968 793</b>   | <b>-638 135</b>                  | <b>339 196 434</b>   | <b>312 968 793</b>   |
| 0138-03                    | Pilotage des politiques des outre-mer                    | 3     | 31         | 3 800 000            | 3 536 259            | 4 248 741                      | 4 419 381            | -2 189                           | 4 250 929  | 4 419 381            |
|                            |  | 5     | 51         | 0                    | 0                    | 59 472                         | 59 472               | 0                                | 59 472   | 59 472               |
|                            |  | 6     | 61         | 0                    | 0                    | 14 092                         | 5 630                | 0                                | 14 092   | 5 630                |
| <b>Total 0138-03</b>       |  |       |            | <b>3 800 000</b>     | <b>3 536 259</b>     | <b>4 322 305</b>               | <b>4 484 483</b>     | <b>-2 189</b>                    | <b>4 324 493</b>   | <b>4 484 483</b>     |
| 0138-04                    | Financement de l'économie                                | 3     | 31         | 0                    | 0                    | 32 780                         | 30 380               | 0                                | 32 780   | 30 380               |
|                            |  |       | 32         | 0                    | 0                    | 0                              | 0                    | 0                                | 0  | 0                    |
|                            |  | 5     | 51         | 0                    | 0                    | 0                              | 0                    | 0                                | 0  | 0                    |
|                            |  |       | 52         | 0                    | 0                    | 0                              | 0                    | 0                                | 0  | 0                    |
|                            |  |       | 53         | 0                    | 0                    | 0                              | 0                    | 0                                | 0  | 0                    |
|                            |  | 6     | 61         | 0                    | 0                    | 19 609                         | 19 609               | 0                                | 19 609   | 19 609               |
|                            |  |       | 62         | 32 302 576           | 29 848 630           | 14 078 390                     | 13 717 303           | -701 440                         | 14 779 831   | 13 717 303           |
|                            |  |       | 63         | 0                    | 0                    | 0                              | 19 186               | 0                                | 0  | 19 186               |
|                            |  |       | 64         | 2 000 000            | 2 000 000            | 3 446 395                      | 2 770 657            | 0                                | 3 446 395  | 2 770 657            |
|                            |  | 7     | 71         | 0                    | 0                    | 0                              | 0                    | 0                                | 0  | 0                    |
| 72                         | 0  |       | 0          | 0                    | 0                    | 0                              | 0                    | 0                                |  |                      |
| <b>Total 0138-04</b>       |  |       |            | <b>34 302 576</b>    | <b>31 848 630</b>    | <b>17 577 174</b>              | <b>16 557 134</b>    | <b>-701 440</b>                  | <b>18 278 614</b>  | <b>16 557 134</b>    |
| <b>Total programme 138</b> |  |       |            | <b>1 765 159 441</b> | <b>1 758 542 199</b> | <b>2 176 670 118</b>           | <b>2 150 222 751</b> | <b>-1 341 764</b>                | <b>2 178 011 883</b>   | <b>2 150 222 751</b> |

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

## EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois                        | Transferts de gestion 2022<br>(1) | Réalisation 2022<br>(2) | LFI + LFR 2023<br>(3) | Transferts de gestion 2023<br>(4) | Réalisation 2023<br>(5) | Écart à LFI + LFR 2023 (après transferts de gestion)<br>(5 - (3 + 4)) |
|--|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1162 – Personnels techniques               | 0,00                              | 28,00                   | 29,00                 | 0,00                              | 35,00                   | +6,00   |
| 1164 – Militaires (hors gendarmes)         | 0,00                              | 1 181,50                | 1 234,00              | 0,00                              | 1 220,00                | -14,00  |
| 1165 – Ouvriers d'Etat                     | 0,00                              | 5,00                    | 7,00                  | 0,00                              | 5,00                    | -2,00   |
| 1181 – Personnels administratifs Outre-Mer | 0,00                              | 35,00                   | 46,00                 | 0,00                              | 39,00                   | -7,00   |
| 1182 – Volontaires du SMA                  | 0,00                              | 3 936,00                | 4 733,00              | 0,00                              | 4 158,50                | -574,50   |
| <b>Total</b>                               | <b>0,00</b>                       | <b>5 185,50</b>         | <b>6 049,00</b>       | <b>0,00</b>                       | <b>5 457,50</b>         | <b>-591,50</b>  |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois                        | Mesures de périmètre en LFI<br>(6) | Mesures de transfert en LFI<br>(7) | Corrections techniques<br>(8) | Impact des schémas d'emplois pour 2023<br>(5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023 | dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023 |
|--|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1162 – Personnels techniques               | 0,00                               | 0,00                               | +0,17                         | +6,83   | 0,00   | +6,83   |
| 1164 – Militaires (hors gendarmes)         | 0,00                               | 0,00                               | -0,60                         | +39,10  | 0,00   | +39,10  |
| 1165 – Ouvriers d'Etat                     | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                          | 0,00  | 0,00   | 0,00  |
| 1181 – Personnels administratifs Outre-Mer | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                          | +4,00   | 0,00   | +4,00   |
| 1182 – Volontaires du SMA                  | 0,00                               | 0,00                               | +180,50                       | +42,00  | 0,00   | +42,00  |
| <b>Total</b>                               | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>+180,07</b>                | <b>+91,93</b>   | <b>0,00</b>  | <b>+91,93</b>                                 |

La rémunération des personnels du SMA est assurée par plusieurs Systèmes d'information (SI) différents :

- le personnel civil en PSOP est traité au moyen du SI PAIE, le personnel civil de la Nouvelle-Calédonie via le SI TIARHE et celui de Polynésie française avec le SI METROPOL ;
- le personnel militaire et les volontaires techniciens sont rémunérés selon les régimes respectifs de la solde mensuelle et de la solde des volontaires, à partir du SI SOURCE SOLDE (successeur du SI LOUVOIS à compter d'avril 2020) ;
- les volontaires stagiaires (VS) sont rémunérés selon le régime de la solde spéciale, hors SOURCE SOLDE, via le SI LAGON, à partir des avances de trésorerie solde mises en place auprès des trésoriers militaires des régiments du SMA. Les ETPT correspondants ne sont pas suivis dans CHORUS mais dans le SI LAGON, SI métier de référence du SMA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En dehors de la correction technique liée à la variation des volontaires stagiaires (VS) qui ne sont plus suivis en schéma d'emplois, les corrections techniques prennent en compte l'ajustement sur les ETPT de la modulation des mois d'entrée rendu nécessaire du fait de la précision de l'outil Tango.

L'écart à la LFI de -591,5 ETPT est dû en majeure partie à une sous-consommation des volontaires (-574,5 ETPT) qui résulte des difficultés de recrutement du SMA en raison de la concurrence d'autres dispositifs d'insertion professionnelle (contrat d'engagement jeunes - CEJ - notamment), de l'obligation vaccinale jusqu'en août 2023 et de l'impact de l'opération Wuambushu à Mayotte.

L'écart entre les réalisations 2023 et 2022 est de +272 ETPT. Il se décompose en l'augmentation des ETPT de volontaires (+222,5 ETPT) et l'augmentation de l'effectif d'encadrement (+49,5 ETPT) correspondant aux

mesures visant le renforcement des compétences professionnelles, l'amélioration de l'apprentissage des connaissances de base et le renforcement du creuset républicain par l'accueil de formateurs issus de grandes écoles.

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi                         | Sorties         | <i>dont départs en retraite</i> | Mois moyen des sorties | Entrées         | <i>dont primo recrutements</i> | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois | Schéma d'emplois |
|--|-----------------|---------------------------------|------------------------|-----------------|--------------------------------|------------------------|------------------|------------------|
|  |                 |                                 |                        |                 |                                |                        | Réalisation      | Prévision PAP    |
| 1162 – Personnels techniques               | 4,00            | 0,00                            | 1,00                   | 13,00           | 0,00                           | 3,00                   | +9,00            | 0,00             |
| 1164 – Militaires (hors gendarmes)         | 402,00          | 0,00                            | 7,60                   | 440,00          | 46,00                          | 7,00                   | +38,00           | +36,00           |
| 1181 – Personnels administratifs Outre-Mer | 4,00            | 0,00                            | 7,00                   | 6,00            | 0,00                           | 1,00                   | +2,00            | +13,00           |
| 1182 – Volontaires du SMA                  | 664,00          | 0,00                            | 1,00                   | 706,00          | 706,00                         | 1,00                   | +42,00           | +42,00           |
| <b>Total</b>                               | <b>1 074,00</b> | <b>0,00</b>                     |                        | <b>1 165,00</b> | <b>752,00</b>                  |                        | <b>+91,00</b>    | <b>+91,00</b>    |

## REPARTITION DES EFFECTIFS

Le personnel du SMA est recruté tout au long de l'année sur la base de remplacements concomitants. Par convention, leur date d'entrée et de sortie est généralement fixée au 1<sup>er</sup> janvier.

## ENTRÉES-SORTIES RÉALISÉES EN 2023

Le personnel civil est mis en place par le ministère des armées, en fonction des postes rendus disponibles à la suite de mutations (réalisées sur demande des intéressés dans la majorité des cas).

Les militaires sont affectés outre-mer pour une durée de 2 à 3 ans. Il n'y a pas de départ à la retraite pour cette catégorie de personnel durant leur mission. La prévision de +49 cadres en 2023 s'est traduite par un schéma d'emplois de +38 ETP de personnels militaires et +11 ETP de personnels civils.

La catégorie des volontaires du SMA comprend uniquement les volontaires techniciens.

Compte tenu de la spécificité des volontaires stagiaires qui constituent les bénéficiaires de la politique publique portée par le SMA et qui suivent des formations professionnelles de moyenne ou longue durée, il a été décidé de ne plus suivre cette population dans le schéma d'emplois : ils ne sont désormais décomptés qu'en ETPT. Ils ne figurent donc pas dans le tableau des entrées-sorties.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

| Service | Prévision LFI | Réalisation | <i>dont mesures de transfert</i> | <i>dont mesures de périmètre</i> | <i>dont corrections techniques</i> | Impact des schémas d'emplois pour 2023 | <i>dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023</i> | <i>dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023</i> |
|---------|---------------|-------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
|         |               |             |                                  |                                  |                                    |  |   |  |

(en ETPT)

| Service            | Prévision LFI   | Réalisation     | dont mesures de transfert | dont mesures de périmètre | dont corrections techniques | Impact des schémas d'emplois pour 2023 | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023 | dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023 |
|--------------------|-----------------|-----------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------|--|--|---|
| Services régionaux | 1 273,00        | 1 261,00        | 0,00                      | 0,00                      | -0,43                       | +49,93                                 | 0,00   | +49,93  |
| Autres             | 4 733,00        | 4 158,50        | 0,00                      | 0,00                      | +180,50                     | +42,00                                 | 0,00   | +42,00  |
| <b>Total</b>       | <b>6 049,00</b> | <b>5 457,50</b> | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>+180,07</b>              | <b>+91,93</b>                          | <b>0,00</b>  | <b>+91,93</b>                                 |

(en ETP)

| Service                 | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2023 Réalisation |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Administration centrale | 0,00                           | 38,00                         |
| Services régionaux      | +49,00                         | 1 210,00                      |
| Autres                  | +42,00                         | 1 323,00                      |
| <b>Total</b>            | <b>+91,00</b>                  | <b>2 571,00</b>               |

Les emplois de l'administration centrale correspondent aux postes de l'état-major du commandement du SMA, localisé à Paris. Les emplois des services régionaux correspondent à l'encadrement civil et militaire des autres organismes du SMA. Les emplois classés dans la catégorie « Autres » correspondent aux volontaires bénéficiaires du dispositif SMA. Cette catégorie d'emplois est marquée par un rythme atypique de recrutement et un taux d'attrition fluctuant et difficilement maîtrisable.

La colonne « corrections techniques » prend en compte l'ajustement sur les ETPT rendu nécessaire du fait de la précision de l'outil Tango et de la variation d' ETPT de volontaires stagiaires qui ne sont plus suivis en schéma d'emplois.

#### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action           | Prévision LFI   | Réalisation     |
|---|-----------------|-----------------|
|   | ETPT            | ETPT            |
| 02 – Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle | 6 049,00        | 5 457,50        |
| <b>Total</b>  | <b>6 049,00</b> | <b>5 457,50</b> |
| Transferts en gestion   |                 | 0,00            |

Le plafond d'emplois du programme 138 correspond uniquement à celui du SMA. Les dépenses de personnel, toutes catégories confondues, sont intégralement imputées sur l'action n° 02 « Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle » de ce programme.

#### RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

| Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2022-2023 | Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€) | Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€) |
|--|---|--|
| 1,00   | 0,01  | 0,00                                     |

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2022-2023 : 1



## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| Ratios effectifs gestionnaires / effectifs gérés        |            | Effectifs intégralement gérés<br>(inclus dans le plafond d'emplois) |
|---|------------|---|
| (ETPT)  |            | 5 458   |
| <b>Effectifs gérant</b>                                 | <b>102</b> | <b>1,87%</b>  |
| administrant et gérant                                  | 53         | 0,97%   |
| organisant la formation                                 | 41         | 0,75%   |
| consacrés aux conditions de travail                     | 8          | 0,15%   |
| consacrés au pilotage et à la politique des compétences | 0          | 0%  |

| Effectifs inclus dans le plafond d'emplois |   | Effectifs hors plafond d'emplois |   |  |
|--|---|----------------------------------|---|--|
| intégralement gérés                        | partiellement gérés (agents en détachement, en MAD) (1) | gérés pour un autre ministère    | gérés pour des organismes autres que les ministères | gérés pour le ministère (CLD, CFA) (2) |
| 79,94%                                     | 20,06%  | 0%                               | 0%  | 0%                                     |

(1) mise à disposition (MAD)

(2) congé de longue durée (CLD), congé de fin d'activité (CFA)

Les effectifs consacrés à la gestion des ressources humaines, à l'organisation de la formation et aux conditions de travail sont définis par les référentiels en organisation des formations du SMA, élaborés en fonction du plafond d'emplois en ETPT autorisés dans la loi de finances.

Il est à noter que s'agissant du personnel « organisant la formation », cette typologie d'emplois est étroitement liée à la mission du SMA de formation professionnelle des volontaires.

Le pilotage et la politique des compétences RH sont, quant à eux, effectués par le ministère des armées (directions des ressources humaines des armées et services interarmées ; direction des ressources humaines du ministère de la défense).

La répartition en fonction du mode de gestion (intégral ou partiel) permet de singulariser la gestion et l'administration des ressources humaines directement effectuées en régie par le SMA (engagés volontaires et volontaires du SMA) de celles partiellement et indirectement partagées avec le ministère des armées (cadres militaires et personnel civil).

L'effectif gérant est stable par rapport à l'exercice précédent.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie  | Exécution 2022     | Prévision LFI 2023 | Exécution 2023     |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Rémunération d'activité</b>                                 | <b>108 755 098</b> | <b>123 460 768</b> | <b>116 506 360</b> |
| <b>Cotisations et contributions sociales</b>                   | <b>62 984 634</b>  | <b>70 356 840</b>  | <b>67 760 656</b>  |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions :                    | 54 038 879         | 60 514 472         | 58 523 790         |
| – Civils (y.c. ATI)  | 1 098 608          | 1 305 738          | 1 348 469          |
| – Militaires   | 52 940 272         | 59 208 734         | 57 175 321         |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)       |                    |                    |                    |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) |                    |                    |                    |
| Cotisation employeur au FSPOEIE                                | 72 575             | 120 000            | 71 621             |

| Catégorie   | Exécution 2022     | Prévision LFI 2023 | Exécution 2023     |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Autres cotisations                                  | 8 873 180          | 9 722 368          | 9 165 245          |
| <b>Prestations sociales et allocations diverses</b> | <b>2 857 368</b>   | <b>4 055 680</b>   | <b>3 862 634</b>   |
| <b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>            | <b>174 597 101</b> | <b>197 873 288</b> | <b>188 129 651</b> |
| <b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>            | <b>120 558 221</b> | <b>137 358 816</b> | <b>129 605 861</b> |
| <i>FdC et AdP prévus en titre 2</i>                 |                    |                    |                    |

L'exécution du titre 2 hors CAS Pensions en 2023 est inférieure à la LFI (-7,8 M€) avec un taux de consommation de 94,4 %.

Les dépenses liées au CAS Pensions ont également été inférieures à la LFI, avec une consommation de 96,7 % des crédits accordés. L'assiette CAS Pensions déterminée en LFI pour le personnel civil a été légèrement sous-dimensionnée avec un montant de CAS en exécution de 1,35 M€ pour un montant programmé de 1,31 M€. S'agissant du CAS Pensions des militaires, son exécution à hauteur de 96,6 % s'explique par un surdimensionnement de l'évaluation LFI et une sous-consommation d' ETPT militaires.

Le montant versé au titre des prestations sociales est étroitement lié à la situation familiale du personnel d'encadrement affecté dans les territoires ultramarins. Leur coût en 2023 a progressé mais reste inférieur à la prévision de la LFI.

Aucun crédit destiné à l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) n'est consommé sur ce programme car elle est portée par le programme 212 « Soutien de la politique de défense » du ministère des armées.

## ■ ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions |               |
|---|---------------|
| <b>Socle d'exécution 2022 retraitée</b>                                 | <b>120,18</b> |
| Exécution 2022 hors CAS Pensions  | 120,56        |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2023/ 2022              |               |
| Débasage de dépenses au profil atypique :                               | -0,37         |
| – GIPA  | -0,01         |
| – Indemnisation des jours de CET  | -0,01         |
| – Mesures de restructuration  |               |
| – Autres dépenses de masse salariale                                    | -0,35         |
| <b>Impact du schéma d'emplois</b>                                       | <b>3,01</b>   |
| EAP schéma d'emplois 2022   | 0,53          |
| Schéma d'emplois 2023   | 2,48          |
| <b>Mesures catégorielles</b>  | <b>2,24</b>   |
| <b>Mesures générales</b>  | <b>2,38</b>   |
| Rebasage de la GIPA   | 0,08          |
| Variation du point de la fonction publique                              | 2,31          |
| Mesures bas salaires  |               |
| <b>GVT solde</b>  | <b>0,67</b>   |
| GVT positif   | 0,67          |
| GVT négatif   |               |
| <b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>              | <b>0,00</b>   |
| Indemnisation des jours de CET  | 0,00          |

(en millions d'euros)

## Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions

|   |               |
|---|---------------|
| Mesures de restructurations                                 |               |
| Autres rebasages  |               |
| <b>Autres variations des dépenses de personnel</b>          | <b>1,12</b>   |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | 1,36          |
| Autres variations   | -0,24         |
| <b>Total</b>  | <b>129,61</b> |

Les facteurs d'évolutions sont liés aux déterminants habituels de la masse salariale (schéma d'emplois, GVT, mesures catégorielles).

Le socle d'exécution 2022 retraité est inférieur à la prévision (-1,7 M€). Les retraitements du socle correspondent principalement à la prime inflation versée en 2022 (0,35 M€).

En 2023, l'impact du schéma d'emplois global s'élève à 3,01 M€ pour une prévision de 5,31 M€ en LFI. Cette situation est principalement due à l'extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 qui comptait une sous-réalisation du schéma d'emplois du fait des difficultés de recrutement des volontaires.

Les mesures catégorielles prévues à hauteur de 4,67 M€ se sont élevées à 2,24 M€ compte tenu des aléas de gestion (cf. paragraphe « mesures catégorielles »).

Les mesures générales (2,38 M€ pour une prévision de 2,02 M€) comprennent le rebasage de la GIPA pour 0,08 M€ et l'impact de la variation du point de la fonction publique pour 2,31 M€.

S'agissant du GVT, le personnel militaire qui constitue l'essentiel de l'encadrement du SMA est affecté pour 2 ou 3 ans. Le taux de progression de sa masse salariale est donc peu élevé. Le GVT positif a généré une variation de masse salariale de 0,67 M€ qui représente 0,51 % de la masse salariale exécutée, hors CAS Pensions.

Compte tenu de la faiblesse du flux d'entrées-sorties du personnel civil, de l'important mouvement de l'encadrement militaire remplacé par du personnel de grade et d'ancienneté équivalents et du type de rémunération des volontaires, le GVT négatif est nul.

Les rebasages correspondent à l'indemnisation des jours de CET (990 €).

Les « autres variations des dépenses de personnel » ont été inférieures aux prévisions (-1,2 M€). Elles concernent :

- les prestations sociales (catégorie 23) (+0,8 M€ par rapport à la LFI) dont la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle représente 1,2 M€ ;
- les autres variations (-2 M€ par rapport à la LFI) dont les rétablissements de crédits (variation de 0,3 M€ par rapport à la LFI) ; les indemnités d'installation outre-mer indexées sur le point d'indice (-0,9 M€ par rapport à la LFI) dont le versement se fait en plusieurs fractions sur deux années consécutives suivant l'affectation, pour le personnel nouvellement arrivé, en fonction du grade et de la situation familiale ; et l'impact de la variation de volontaires stagiaires qui ne sont plus suivis en schéma d'emplois (-0,8 M€).

En 2023, les heures supplémentaires (0,008 M€) et l'IECSG (0,01 M€) ne sont pas significatives.

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois                        | Coût moyen chargé HCAS |             |                | dont rémunérations d'activité |             |                |
|--|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
|  | Coût d'entrée          | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée                 | Coût global | Coût de sortie |
| 1162 – Personnels techniques               | 51 913                 | 51 913      | 51 913         | 47 152                        | 47 152      | 47 152         |
| 1164 – Militaires (hors gendarmes)         | 68 017                 | 68 017      | 68 017         | 63 546                        | 63 546      | 63 546         |
| 1165 – Ouvriers d'Etat                     | 81 427                 | 81 427      | 81 427         | 59 740                        | 59 740      | 59 740         |
| 1181 – Personnels administratifs Outre-Mer | 49 323                 | 49 323      | 49 323         | 44 768                        | 44 768      | 44 768         |
| 1182 – Volontaires du SMA                  | 9 283                  | 9 283       | 9 283          | 8 483                         | 8 483       | 8 483          |

Les coûts moyens ont été déterminés à partir des restitutions de solde et de l'exécution 2023 par compte PCE constatée dans CHORUS. Ils correspondent, pour chaque catégorie d'emplois, au coût moyen annuel hors CAS Pensions et hors prestations sociales.

Le personnel du SMA ne servant que deux ou trois ans sur leur poste, les coûts d'entrée et de sortie du personnel sont considérés comme identiques car tout personnel « sortant » est remplacé par un personnel de grade et de qualification équivalents.

L'évolution des coûts résulte non seulement des mesures catégorielles mises en œuvre en 2023, des situations familiales des agents, mais également de la variation du point de la fonction publique au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

## MESURES CATÉGORIELLES

| Catégorie ou intitulé de la mesure                       | ETP concernés | Catégories                   | Corps                        | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2023 | Coût             | Coût en année pleine |
|--|---------------|------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|------------------|----------------------|
| Mesures indemnitaires                                    |               |                              |                              |                                       |                                     | 2 240 035        | 5 080 934            |
| Indemnité spécifique de hautes responsabilités           | 1             | Militaires                   | Militaires                   | 01-2023                               | 12                                  | 15 447           | 15 447               |
| NPRM - Prime de performance                              | 13            | Officiers spécialisés        | Officiers spécialisés        | 01-2023                               | 12                                  | 31 832           | 31 832               |
| Relèvement des bas de grille                             | 286           | Personnel civil et militaire | Personnel civil et militaire | 07-2023                               | 6                                   | 93 166           | 186 332              |
| NPRM - Prime de commandement et de responsabilité        | 1 240         | Militaires                   | Militaires                   | 01-2023                               | 12                                  | 100 000          | 100 000              |
| Fin du délai de carence PACS                             | 1 253         | Militaires                   | Militaires                   | 01-2023                               | 12                                  | 12 710           | 12 710               |
| NPRM - Indemnité de mobilité géographique des militaires | 1 253         | Militaires                   | Militaires                   | 01-2023                               | 12                                  | -282 682         | -282 682             |
| NPRM - Indemnité de garnison                             | 1 253         | Militaires                   | Militaires                   | 10-2023                               | 3                                   | 81 876           | 327 504              |
| Prime d'attractivité                                     | 1 950         | Volontaires des armées       | Volontaires des armées       | 08-2023                               | 5                                   | 1 787 218        | 4 289 323            |
| NPRM - Indemnité de sujétion d'activité opérationnelle   | 2 576         | Militaires                   | Militaires                   | 01-2023                               | 12                                  | 400 468          | 400 468              |
| <b>Total</b>   |               |                              |                              |                                       |                                     | <b>2 240 035</b> | <b>5 080 934</b>     |

Les mesures catégorielles se sont élevées à 2,2 M€ pour une prévision de 4,67 M€ (soit -2,47 M€). Les principales justifications qui peuvent être apportées à cet écart au regard des prévisions initiales sont :

- la sous-consommation indemnitaire liée à la sous-consommation d'ETPT, c'est le cas pour la prime d'attractivité des volontaires stagiaires (-0,19 M€) ou encore pour l'indemnité de sujétion d'activité opérationnelle (-0,67 M€);

- la sous-consommation liée au décalage de l'entrée en vigueur de certaines mesures, décalage d'un mois pour la prime d'attractivité (-0,39 M€), la revalorisation des volontaires (-0,06 M€), la prime de commandement et de responsabilité appliquée sur 10 mois (-0,14 M€), l'indemnité spécifique du SMA non encore mise en œuvre en 2023 (-0,48 M€) et le report du volet indiciaire porté par la NPRM (-0,12 M€) ;
- la sous-consommation constatée de certaines mesures telles que l'indemnité de mobilité géographique des militaires (-0,4 M€), la prime d'installation en métropole (-0,03 M€) ou encore la prime de parcours professionnels (-0,05 M€).

En outre, la mesure de relèvement des bas de grilles a généré un surcoût de 0,09 M€.

Du fait de leur statut, les catégories de personnel du SMA bénéficient des mesures catégorielles du ministère des armées. L'année 2023 est la troisième annuité de la mise en œuvre de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM). Ce volet intégrait plusieurs nouvelles mesures catégorielles qui sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2023 :

- l'indemnité de garnison ;
- la prime de parcours professionnel ;
- la prime de compétences spécifiques.

## ■ ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Le programme 138 ne supporte pas l'action sociale du SMA. Celle-ci est portée par le programme 212 « Soutien à la politique de défense » de la mission « Défense ».

## COÛTS SYNTHÉTIQUES

### ■ INDICATEURS IMMOBILIERS

| Nature          | Repère | Libellé                       | Unité               | Administration centrale |   | Services déconcentrés |           | Total     |           |
|-----------------|--------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|---|-----------------------|-----------|-----------|-----------|
| Surface         | 1      | SHON du parc                  | m <sup>2</sup>      | 0                       |   | 237 210               |           | 237 210   |           |
|                 | 2      | SUB du parc                   | m <sup>2</sup>      | 0                       |   | 190 769               |           | 190 769   |           |
|                 | 3      | SUN du parc                   | m <sup>2</sup>      | 0                       |   | 64 765                |           | 64 765    |           |
|                 | 4      | SUB du parc domanial          | m <sup>2</sup>      | 0                       |   | 54 668                |           | 54 668    |           |
|                 | 5      | Ratio SUB / SHON              | %                   | 0                       |   | 80                    |           | 80        |           |
| Occupation      | 6      | Effectif ETPT (réf. PEA)      | nb                  | 40                      |   | 5 420                 |           | 5 460     |           |
|                 | 7      | Ratio SUN / Poste de travail  | m <sup>2</sup> / PT | 0                       |   | 11,9                  |           | 11,9      |           |
|                 | 8      | Coût de l'entretien courant   | €                   | 0                       |   | 6 559 991             |           | 6 559 991 |           |
|                 | 9      | Ratio entretien courant / SUB | € / m <sup>2</sup>  | 0                       |   | 34,3                  |           | 34,3      |           |
| Entretien lourd | 10     | Coût de l'entretien lourd *   | €                   | AE                      | 0 | AE                    | 8 299 435 | AE        | 8 299 435 |

| Nature | Repère | Libellé                            | Unité             | Administration centrale |   | Services déconcentrés |            | Total |            |
|--------|--------|------------------------------------|-------------------|-------------------------|---|-----------------------|------------|-------|------------|
|        |        |                                    |                   |                         |   |                       |            |       |            |
|        |        | (parc domanial et quasi-propriété) |                   | CP                      | 0 | CP                    | 4 803 338  | CP    | 4 803 338  |
|        | 11     | Ratio entretien lourd * / SUB      | €/ m <sup>2</sup> | AE                      | 0 | AE                    | 43.50      | AE    | 43.50      |
|        |        | (parc domanial et quasi-propriété) |                   | CP                      | 0 | CP                    | 25.17      | CP    | 25.17      |
|        | 12     | Coût des travaux structurants      | €                 | AE                      | 0 | AE                    | 10 468 921 | AE    | 10 468 821 |
|        |        |                                    |                   | CP                      | 0 | CP                    | 5 523 716  | CP    | 5 523 716  |

\* Y compris les crédits d'entretien lourd financés sur le BOP ministériel du CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Le commandement du SMA en administration centrale, intégré au sein des locaux de la DGOM, est entièrement soutenu par le ministère de l'intérieur et des outre-mer. Les items inscrits dans la colonne « services déconcentrés » correspondent aux dépenses effectuées au profit des régiments du SMA. Les ratios entretiens lourds sont proportionnels aux investissements de l'année rapportés à la surface utile brute du parc immobilier.

*Dépenses pluriannuelles*

## CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

**Génération 2019 - 2022**

| Action / Opérateur<br>Territoire                                 | Rappel<br>du montant<br>contractualisé | Prévision 2023                |                        | Consommation 2023             |                        | Consommation cumulée          |                        |
|--|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  |  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| 02 - Aide à l'insertion et à la<br>qualification professionnelle | 6 800 000                              | 1 882 491                     | 1 882 491              | 1 783 053                     | 1 764 926              | 7 062 501                     | 6 997 038              |
| Wallis-et-Futuna   | 6 800 000                              | 1 882 491                     | 1 882 491              | 1 783 053                     | 1 764 926              | 7 062 501                     | 6 997 038              |
| <b>Total</b>   | <b>6 800 000</b>                       | <b>1 882 491</b>              | <b>1 882 491</b>       | <b>1 783 053</b>              | <b>1 764 926</b>       | <b>7 062 501</b>              | <b>6 997 038</b>       |

Seul le territoire de Wallis-et-Futuna a contractualisé une partie de ces crédits dans le cadre du contrat de convergence et de transformation sur le programme 138. Cette contractualisation concerne des actions de d'insertion et de formation sociale et professionnelle.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023   | CP 2023  |
|---|--|
| AE ouvertes en 2023 *<br>(E1)<br><b>2 035 304 114</b>                                   | CP ouverts en 2023 *<br>(P1)<br><b>2 043 576 153</b>   |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>1 988 540 467</b>                                     | CP consommés en 2023<br>(P2)<br><b>1 962 093 100</b>   |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023<br>(E3)<br><b>23 981 956</b>                    | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>23 801 074</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>22 781 691</b> | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023<br>(P4)<br><b>1 938 292 026</b>                     |

RESTES À PAYER

|   |   |   |   |  |
|---|---|---|---|--|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut<br>(R1)<br><b>49 662 800</b>                 |   |   |   |  |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022<br>(R2)<br><b>192 578</b>                                       |   |   |   |  |
| <b>Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>49 855 378</b> | – | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>23 801 074</b> | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>26 054 304</b>   |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>1 988 540 467</b>   | – | CP consommés en 2023 sur engagements 2023<br>(P4)<br><b>1 938 292 026</b>                     | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>50 248 442</b>   |
|   |   |   |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>76 302 745</b>   |
|   |   |   |   | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023<br>(P5)<br><b>49 600 000</b>   |
|   |   |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>26 702 745</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR



L'essentiel des dépenses du programme s'exécute l'année de leur engagement. Par exception, quelques dispositifs ont vocation à s'exécuter sur plusieurs exercices, et ont ainsi généré des restes à payer à hauteur de 76,3 M€.

Il s'agit principalement des dépenses d'investissement du service militaire adapté (de l'ordre de 45 M€), de celles liées aux dispositifs de soutien aux économies locales (aide au fret, subventions d'investissement aux entreprises ultramarines : 18 M€), ainsi que des subventions versées dans le cadre du dispositif du passeport-mobilité formation professionnelle (13 M€).

*Justification par action***ACTION****01 – Soutien aux entreprises**

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |                      | Crédits de paiement |               |                      |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|----------------------|---------------------|---------------|----------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total                | Titre 2             | Autres titres | Total                |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |                      |                     |               |                      |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |                      |                     |               |                      |
| 01 – Soutien aux entreprises         |                            | 1 413 179 003 | <b>1 413 179 003</b> |                     | 1 413 179 003 | <b>1 413 179 003</b> |
|                                      |                            | 1 816 212 341 | <b>1 816 212 341</b> |                     | 1 816 212 341 | <b>1 816 212 341</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                | Autorisations d'engagement    |                      | Crédits de paiement           |                      |
|-----------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
|                                   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 413 179 003                 | 1 816 212 341        | 1 413 179 003                 | 1 816 212 341        |
| Transferts aux entreprises        | 1 413 179 003                 | 1 816 212 341        | 1 413 179 003                 | 1 816 212 341        |
| <b>Total</b>                      | <b>1 413 179 003</b>          | <b>1 816 212 341</b> | <b>1 413 179 003</b>          | <b>1 816 212 341</b> |

Le dispositif de compensation des organismes sociaux représente en 2023 plus de 90 % des crédits hors titre 2 consommés sur le programme 138.

La dotation initiale de 1 413,18 M€ allouée en loi de finances au dispositif de compensation des exonérations de cotisations a dû être abondée en fin de gestion pour répondre à l'évolution des hypothèses de dépenses établies par les caisses de sécurité sociale.

Afin d'honorer les versements de fin de gestion, des redéploiements ont été opérés au sein du programme et des crédits supplémentaires ont été ouverts en loi de finances de fin de gestion (LFG) de décembre 2023.

Les montants des exonérations élaborés par l'URSSAF caisse nationale se construisent sur la base d'un relevé mensuel des données statistiques et des montants comptables :

- Pour les entreprises relevant de la LODEOM (exonération de cotisations totale ou dégressive en fonction du niveau de revenus, du nombre de salariés et du secteur d'activité), les sous-jacents portent sur :
  - L'évolution de la masse salariale ;
  - L'intégration des modifications apportées au dispositif.
- Pour les travailleurs indépendants (TI) et auto-entrepreneurs (AE) implantés en outre-mer, les éléments de la prévision sont :
  - L'évolution effectif TI AE et non AE ;
  - L'évolution du revenu TI AE et non AE ;
  - L'évolution du taux moyen d'exonération.

Sur cette base, **les prévisions des organismes de sécurité sociale ont été revues à la hausse tout au long de l'exercice**, prenant en compte :

- L'intégration au fil de l'exercice des coûts réels des exonérations sur le champ LODEOM (prises en compte des réalisations comptables jusqu'à juillet 2023 dans le dernier relevé d'octobre, support à l'élaboration du schéma de fin de gestion);
- La hausse de la masse salariale et de fait, l'impact de la révision des hypothèses d'évolution ;
- La hausse de l'exonération pour les travailleurs indépendants (TI) classiques (+6,2 %) à la suite de l'augmentation du PASS (plafond annuel de la Sécurité sociale) de 6,9 % pour 2023.

Outre le règlement de l'intégralité des besoins pour 2023, les versements complémentaires opérés en fin de gestion ont permis d'honorer une partie de la dette de l'État au titre des exercices antérieurs. Les arbitrages de fin de gestion et les ouvertures en LFG du 30 novembre 2023 qui ont résulté, ont ainsi permis de procéder à des versements complémentaires :

*Montants en AE CP*

|                   | Versements en cours d'exercice (hors AGIRC-ARRCO) | Versements fin de gestion | TOTAL VERSE /2023    |
|-------------------|---|---------------------------|----------------------|
| ACOSS             | 997 878 448                                       | 325 840 250               | 1 323 718 698        |
| AGIRC-ARRCO*      | 0   | 296 840 768               | 296 840 768          |
| UNEDIC            | 163 619 464                                       | 24 523 236                | 188 142 700          |
| CPS SPM           | 7 510 175   |                           | 7 510 175            |
| <b>TOTAL EXOS</b> | <b>1 169 008 087</b>                              | <b>647 204 254</b>        | <b>1 816 212 341</b> |

\* le versement de fin de gestion pour l'AA intègre les sommes dues au titre 2023 non réglées plus tôt en gestion faute de support juridique sur l'exercice

Déclinés par territoire, le nombre d'entreprises et les effectifs salariés concernés par les dispositifs d'exonérations de charges sociales outre-mer s'établit comme suit :

|                          | Nombre total d'entreprises 2023 | Nombre d'entreprises 2023 ciblées par les exonérations spécifiques outre-mer | effectifs salariés |
|--------------------------|---------------------------------|--|--------------------|
| Guadeloupe               | 11 840                          | 10 110   | 47 203             |
| Guyane                   | 5 134                           | 4 222  | 20 914             |
| Martinique               | 10 014                          | 8 993  | 44 578             |
| La Réunion               | 23 429                          | 19 502   | 99 010             |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 781                             | 682  | 1 546              |
| <b>Total</b>             | <b>51 198</b>                   | <b>43 409</b>  | <b>213 251</b>     |

## ACTION

### 02 – Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle

| Action / Sous-action  | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                          |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>  |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 02 – Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle | 197 873 288                | 151 004 574   | <b>348 877 862</b> | 197 873 288         | 147 105 019   | <b>344 978 307</b> |
|   | 188 129 651                | 150 437 051   | <b>338 566 702</b> | 188 129 651         | 124 844 724   | <b>312 974 375</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 197 873 288                      | 188 129 651        | 197 873 288                      | 188 129 651        |
| Rémunérations d'activité                                  | 123 460 768                      | 116 506 360        | 123 460 768                      | 116 506 360        |
| Cotisations et contributions sociales                     | 70 356 840                       | 67 760 656         | 70 356 840                       | 67 760 656         |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 4 055 680                        | 3 862 634          | 4 055 680                        | 3 862 634          |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 78 492 074                       | 82 409 486         | 77 424 858                       | 81 272 936         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 71 045 001                       | 75 101 106         | 69 977 785                       | 73 964 556         |
| Subventions pour charges de service public                | 7 447 073                        | 7 308 381          | 7 447 073                        | 7 308 381          |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 36 647 500                       | 37 762 957         | 39 090 898                       | 18 299 703         |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 36 647 500                       | 37 653 613         | 39 090 898                       | 18 190 359         |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État     |                                  | 109 344            |                                  | 109 344            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 35 865 000                       | 29 029 608         | 30 589 263                       | 24 037 085         |
| Transferts aux ménages                                    | 25 443 654                       | 19 765 342         | 20 219 763                       | 14 771 817         |
| Transferts aux entreprises                                |                                  | 77 691             |                                  | 48 692             |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 6 682 746                        | 1 943 045          | 6 630 900                        | 1 973 045          |
| Transferts aux autres collectivités                       | 3 738 600                        | 7 243 531          | 3 738 600                        | 7 243 531          |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               |                                  | 1 235 000          |                                  | 1 235 000          |
| Dotations en fonds propres                                |                                  | 1 235 000          |                                  | 1 235 000          |
| <b>Total</b>  | <b>348 877 862</b>               | <b>338 566 702</b> | <b>344 978 307</b>               | <b>312 974 375</b> |

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

## CATÉGORIE 31 - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AUTRES QUE CELLES DE PERSONNEL

**AE = 69,11 M€ CP = 67,74 M€**

Ces dépenses correspondent aux dépenses de fonctionnement du SMA. Pour information, par rapport aux cibles de consommation inscrites au schéma de fin de gestion 2023, le taux de consommation pour le fonctionnement du SMA est de 99 % en AE et 94 % en CP.

En dépit d'un niveau d'inflation élevé dans les outre-mer en 2023, ces dépenses sont restées globalement stables par rapport à 2022 (70,52 M€ en AE et 67,66 M€ en CP), alors même que le nombre de bénéficiaires a progressé (5 808 volontaires contre 5 525 en 2022).

Près de 40 % des crédits affectés au fonctionnement du SMA proviennent du rattachement de fonds de concours.

**Les dépenses liées à la formation professionnelle :**

Elles représentent 48,65 M€ en AE et 47,38 M€ en CP, soit 70 % des dépenses de fonctionnement.

Il s'agit essentiellement :

- de dépenses de formation directe : 20,71 M€ en AE et 20,32 M€ en CP ;

Le SMA met en œuvre 86 formations réparties dans 14 familles professionnelles (métiers de la terre et de la mer, du bâtiment et travaux publics, de la mécanique et travail des métaux, de la maintenance, des transports et de la logistique, de la gestion administrative des entreprises, de la sécurité, du commerce, de l'hôtellerie-restauration, des services, de l'action culturelle et sportive, de la remobilisation vers l'emploi ou du numérique).

Afin d'assurer une plus forte employabilité des bénéficiaires, le SMA a poursuivi en 2023 sa politique d'adaptation des formations professionnelles offertes aux besoins du secteur économique local et à développer les formations menant à un titre professionnel. Cette politique implique une mise aux normes permanente des filières et le recours à l'externalisation pour certains pans de la formation.

- de dépenses d'alimentation : 10,75 M€ en AE et 10,78 M€ en CP ;

Ces dépenses ont permis de financer les prestations d'alimentation au profit de près de 5 460 ETPT du SMA (cadres et volontaires). L'augmentation des dépenses d'alimentation s'explique par la hausse du nombre d' ETPT en 2023 ainsi qu'à la forte augmentation du prix des denrées alimentaires en outre-mer.

- de dépenses liées au soutien courant des volontaires : 17,19 M€ en AE et 16,28 M€ en CP ;

Cette catégorie de dépenses comprend :

- l'entretien immobilier : 9,56 M€ en AE et 9,08 M€ en CP ;

Les travaux entrepris ont permis de réaliser la maintenance obligatoire et la mise à niveau des bâtiments situés sur les vingt et une emprises du parc immobilier afin d'en garantir un usage sécurisé, d'en améliorer la performance technique, tout en réduisant leur coût de fonctionnement. Ces dépenses restent stables malgré une forte inflation des matériaux utilisés.

- les dépenses d'énergie et de fluides : 3,63 M€ en AE et 3,39 M€ en CP ;

L'augmentation des tarifs appliqués outre-mer, a fortement impacté ces dépenses malgré la mise en œuvre d'une politique globale de maîtrise des consommations visant à réduire les dépenses d'énergie et de fluides, notamment celles portant sur la climatisation.

- le transport : 1,73 M€ en AE et 1,70 M€ en CP ;

Il s'agit des dépenses liées au transport d'équipement et de matériels vers les formations du SMA stationnées en outre-mer (véhicules, engins de travaux publics, etc.). Le niveau de cette dépense est également lié au volume de mobilier à transporter pour équiper les bâtiments.

- les dépenses postales et de télécommunication (0,65 M€ en AE et 0,61 M€ en CP)

Ces dépenses sont stables par rapport à 2022.

- l'ameublement : 1,62 M€ en AE et 1,50 M€ en CP.

Il s'agit des dépenses de renouvellement de l'ameublement des chambres collectives des bénéficiaires ainsi que l'acquisition du mobilier de nouveaux bâtiments principalement dédiés à l'hébergement et à la formation professionnelle.

**Les dépenses de fonctionnement courant et de soutien général :**

20,47 M€ en AE et 20,36 M€ en CP, soit 30 % des dépenses de fonctionnement, ont été consacrés au fonctionnement courant et de soutien général, qui comprennent :

- les frais changements de résidence et de déplacements : 6,83 M€ en AE et 6,81 M€ en CP ;

Il s'agit des dépenses liées à la mutation des cadres affectés au SMA ainsi que celles liées aux missions et aux liaisons administratives, techniques et de commandement effectuées par le personnel du SMA. Le niveau de dépense est en augmentation par rapport à 2022 compte tenu de la hausse des plafonds autorisés pour les déménagements des cadres et l'inflation actuelle des frais de déplacements (billets d'avion, hôtellerie).

- les locations immobilières : 13,64 M€ en AE et 13,55 M€ en CP ;

927 baux destinés à l'hébergement des agents civils et militaires d'encadrement ont été pris en charge. La hausse de ces dépenses est liée à l'augmentation du nombre de baux contractés du fait de situations familiales différentes des encadrants (864 baux avaient été financés en 2022), ainsi qu'à la revalorisation annuelle des loyers et d'une forte tension sur le marché de la location dans les outre-mer.

## CATÉGORIE 32 - SUBVENTIONS POUR CHARGE DE SERVICE PUBLIC

**AE = CP : 7 309 470 €**

Pour mener à bien les missions qui lui sont confiées en faveur de la mobilité des ressortissants ultramarins et de la continuité territoriale entre la France hexagonale et les outre-mer, l'agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM), unique opérateur du ministère chargé des outre-mer, bénéficie d'une subvention pour charges de service public, fixée à 7,45 M€ en loi de finances initiale.

Après application de la mise en réserve gouvernementale, la subvention allouée s'est élevée à 7,31 M€ en AE=CP ayant contribué, à hauteur de 57 %, au financement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur, dont l'activité pour l'exercice 2023 est décrite dans le volet « opérateurs » du présent rapport annuel de performance.

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

### CATÉGORIE 51 - DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES DE L'ÉTAT

**AE = 43,36 M€ CP = 23,84 M€**

Les consommations mentionnées ci-dessus correspondent aux engagements et paiements du SMA en matière d'investissement. A ces engagements s'ajoutent les affectations d'AE sur des tranches fonctionnelles (TF) n'ayant pas donné lieu à engagement, qui se sont élevées à 12 198 000 € en 2023. portant

essentiellement sur les opérations suivantes, qui visent à stabiliser le dispositif SMA afin de garantir son attractivité et améliorer son niveau de performance :

- 4,6 M€ pour la compagnie supplémentaire à Hao;
- 3,9 M€ pour la construction d'un Établissement d'Alimentation Loisirs (E.A.L) en Guyane;
- 2,3 M€ pour la réhabilitation d'une compagnie de formation professionnelle en Nouvelle-Calédonie;
- 1,23 M€ pour la rénovation d'une compagnie de formation professionnelle à La Réunion.

Dans un projet d'infrastructure complexe, l'engagement du marché d'architecte suit la validation du programme généralement dans un délai d'un an et celui des travaux dans un délai d'un à deux ans supplémentaires. Cette spécificité des projets de travaux, conjuguée à la coexistence de plusieurs projets majeurs pour le développement du SMA a justifié le recours à l'affectation sur des tranches fonctionnelles, échelonnée sur plusieurs exercices, d'AE qui feront l'objet d'engagements ultérieurs.

Depuis le premier schéma directeur immobilier du SMA validé en 2019 en effet, pour marquer la stabilisation du SMA au format SMA 6000, de nouveaux projets d'implantation ont été validés :

- la réhabilitation du site de la compagnie de Bourg Murat à La Réunion ;
- la création d'une compagnie supplémentaire à Mayotte ;
- la création d'une compagnie à Hao (RSMA-PF).

Ces trois projets, complexes dans leur définition et dans le montage des marchés de travaux, ont nécessité des études de faisabilité et des diagnostics préliminaires pour leur mise en programmation. Rentrant maintenant dans les phases de conception, les calendriers et coûts de ces opérations sont donc encore susceptibles d'évoluer pour se fiabiliser ensuite à l'issue de ces études.

#### **Les dépenses d'infrastructure :**

Les AE ont été engagées à hauteur de 35,07 M€ et les CP ont été consommés à hauteur de 16,12 M€. Ces dépenses se répartissent de la façon suivante :

- Constructions : 16,25 M€ en AE et 5,77 M€ en CP ;

Les principales dépenses de construction ont principalement été dédiées à l'amélioration des conditions de vie des volontaires avec 3,9 M€ pour la construction de l'EAL de Guyane et 2 M€ pour l'EAL de Mayotte, mais également pour la formation avec 4,8 M€ engagés pour l'installation de la nouvelle compagnie de Hao, 549 k€ pour la construction d'une crèche en Guadeloupe qui permettra l'accueil en formation de jeunes parents célibataires et 420 k€ pour l'extension du pôle de formation initiale de Guyane. Une partie importante a également été consacrée aux logements domaniaux avec 480 k€ en Martinique ainsi qu'à la protection des sites avec 215 k€ en Nouvelle-Calédonie.

- Travaux structurants : 10,49 M€ en AE et 5,53 M€ en CP ;

Des crédits ont été engagés pour la réhabilitation du site de Bourail en Nouvelle-Calédonie (2,3 M€) pour l'installation d'une troisième compagnie de formation professionnelle sur ce site, ainsi qu'à celle du quartier de Bourg Murat à La Réunion (1,2 M€). En Polynésie française, de nombreux chantiers ont eu lieu tels que la réfection des installations de traitements des eaux usées à Tubuai (850 k€) ainsi que la réhabilitation des bâtiments d'hébergement et de formation à Hiva Oa (1 M€). Enfin, la réhabilitation de l'entrepôt logistique destiné aux effets d'habillement en Martinique (2,2 M€) a également été financée.

- Entretien lourd : 8,33 M€ en AE et 4,82 M€ en CP ;

Ces crédits ont été engagés pour la maintenance lourde des bâtiments, des structures annexes et des réseaux. En 2023, cela a notamment permis la réfection des réseaux d'assainissement en eau (763 k€) et de blocs sanitaires (202 k€) en Polynésie française, la rénovation des voiries et réseaux divers (825 k€), l'amélioration de plateaux pédagogiques (210 k€) à La Réunion, la rénovation de bâtiments d'hébergement en Nouvelle-Calédonie (619 k€) et de bâtiments de formation professionnelle à Mayotte (1,2 M€).

#### **Les dépenses d'équipement :**

Pour ces dépenses, les AE ont été engagées à hauteur de 8,29 M€ et les CP ont été consommés à hauteur de 7,72 M€. Elles ont financé notamment la mise en place de simulateurs dynamiques de conduite d'engins pour

les formations d'enginistes, des matériels de restauration collectives ou des équipements pédagogiques (serre de production de vanille à Hao par exemple). Il s'agissait aussi d'accélérer le déploiement de véhicules électriques en remplacement de véhicules thermiques tout en poursuivant le renouvellement des matériels des pôles de formations ou de l'équipement du régiment. Au total, 113 opérations ont été réalisées dont 82 véhicules (11 électriques) et engins.

Une partie de la dépense (2,21 M€) a également été consacrée au système d'information LAGON, mis en place pour le suivi des formations dispensées par le SMA.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

**LES DISPOSITIFS RELEVANT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE : AE = 20,54 M€ ; CP = 15,56 M€**

- **LADOM- Passeport mobilité formation professionnelle**

En 2023, le ministère chargé des outre-mer a engagé 18 M€ en AE et versé à LADOM 13 M€ en CP pour l'exécution de ses activités financées sur le programme 138.

Les dépenses de l'opérateur se sont élevées à 11,4 M€ en AE et 11,1 M€ en CP. Le solde excédentaire sur ces activités a permis de compenser partiellement la sur-exécution des activités liées à la continuité territoriale, financées par le programme 123.

Le dispositif passeport pour la mobilité de la formation professionnelle (PMFP) s'adresse aux demandeurs d'emploi résidant en outre-mer, désireux d'accéder à une formation en mobilité en raison de la saturation ou de l'inexistence de la formation souhaitée dans leur territoire de résidence. Il se caractérise par une prise en charge, sous conditions de ressources, des dépenses liées à la mobilité (frais pédagogiques, d'installation et de mobilité et frais de transport).

Trois mesures sont ainsi inscrites au PMFP :

- L'allocation complémentaire de mobilité (ACM) ;
- L'action mobilité formation emploi (MFE) et l'allocation d'installation (AI) ;
- L'accompagnement post-mobilité (APM), qui permet également au stagiaire d'assurer les dépenses liées à sa recherche d'emploi pendant une période de 2 mois après sa sortie de formation.

En 2023, 1 775 nouvelles mesures de formation professionnelle ont été engagées (+5 % par rapport à 2022), auxquelles viennent s'ajouter 47 mesures post-mobilité. Globalement, l'activité connaît une reprise par rapport à l'exercice précédent même si elle demeure toujours inférieure à l'activité 2019 - dernière année de référence avant la crise sanitaire (-40 %).

Cette tendance recouvre toutefois des situations très contrastées en fonction des territoires :

- Mayotte est le seul territoire pour lequel l'activité PMFP 2023 est supérieure à l'activité constatée en 2019 (+36 %) ;
- L'activité PMFP 2023 de la Guadeloupe et la Martinique reste en recul de -62 % par rapport à 2019 et est également en recul respectivement de -14 % et -16 % par rapport à 2022. L'activité PMFP 2023 au départ de la Guyane est en baisse de -4 % par rapport à 2022 et de -59 % par rapport à 2019.
- Sur l'île de La Réunion, l'activité 2023 marque une progression de +20 % par rapport à 2022 mais reste en recul de -48 % par rapport à 2019.

Dans la continuité des travaux engagés en 2022, l'année 2023 a été caractérisée par l'opérationnalisation des dispositions issues de l'accord cadre LADOM / Pôle emploi signé le 14 septembre 2021. Il prévoit en particulier le transfert à Pôle emploi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, de l'achat des formations relevant de la mesure « Mobilité Formation Emploi » (MFE) du PMFP et des rémunérations des stagiaires de la formation



professionnelle associées aux actions « MFE ». Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, ce transfert est effectif. Ce nouveau modèle d'achat de formation implique pour 2022 et 2023 une prescription partagée entre LADOM et Pôle emploi et a requis de mettre en place de nouveaux processus de travail entre les deux établissements, avant de passer à une prescription unique par France Travail (ex-Pôle emploi) au 1<sup>er</sup> janvier 2024. LADOM a ainsi recentré son action sur l'accompagnement des formations en mobilité. L'année 2023 a également été l'occasion pour l'opérateur d'anticiper les changements dans ses activités, et de travailler notamment à la mise en cohérence de ses systèmes d'information avec ceux de France-Travail.

Parallèlement à l'activité MFE en lien avec Pôle emploi qui comptabilise 172 entrées en formation en 2023, LADOM a notamment engagé en 2023 333 actions relevant des programmes de formation professionnelle des régions de France hexagonale (« PRFP Métropole »), soit +19 % par rapport à 2022, 161 actions partenaires (+48 %), et 247 stages pratiques (+20 %).

| PASSEPORT POUR LA MOBILITE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (PMFP) |            |           |               |            |            |            |            |                    |                     |                       |                  |              |
|---|------------|-----------|---------------|------------|------------|------------|------------|--------------------|---------------------|-----------------------|------------------|--------------|
| Reporting des entrées en formation 2023                           |            |           |               |            |            |            |            |                    |                     |                       |                  |              |
| PRO GRAMME  | GUADELOUPE | ST-MARTIN | ST-BARTHELEMY | GUYANE     | LA REUNION | MARTINIQUE | MAYOTTE    | NOUVELLE CALEDONIE | POLYNESIE FRANCAISE | ST-PIERRE ET-MIQUELON | WALLIS-ET-FUTUNA | Total        |
| Actions partenaires   | 37         | 3         | 0             | 5          | 62         | 9          | 45         | 0                  | 0                   | 0                     | 0                | 161          |
| Contrats A libranse   | 10         | 0         | 0             | 8          | 65         | 28         | 51         | 8                  | 20                  | 3                     | 1                | 154          |
| MFE Pôle emploi   | 13         | 2         | 0             | 27         | 54         | 16         | 51         | 0                  | 3                   | 1                     | 5                | 172          |
| MFE IFCASS  | 19         | 1         | 0             | 28         | 36         | 11         | 72         | 14                 | 1                   | 0                     | 3                | 185          |
| MFE CF SMA  | 1          | 0         | 0             | 9          | 12         | 2          | 31         | 14                 | 3                   | 0                     | 0                | 72           |
| PRFP DOM  | 39         | 0         | 0             | 0          | 0          | 76         | 112        | 0                  | 0                   | 0                     | 0                | 227          |
| PRFP Métropole  | 32         | 0         | 0             | 58         | 52         | 94         | 82         | 15                 | 16                  | 2                     | 2                | 333          |
| Sanitaire et social   | 16         | 0         | 0             | 5          | 46         | 4          | 104        | 13                 | 0                   | 0                     | 1                | 189          |
| Stage Pratique  | 3          | 0         | 0             | 4          | 146        | 16         | 71         | 0                  | 0                   | 0                     | 0                | 242          |
| <b>Total 2023</b>   | <b>170</b> | <b>6</b>  | <b>0</b>      | <b>144</b> | <b>473</b> | <b>258</b> | <b>559</b> | <b>64</b>          | <b>43</b>           | <b>6</b>              | <b>12</b>        | <b>1 775</b> |
| Réalisé 2022  | 192        | 12        | 0             | 150        | 393        | 306        | 539        | 43                 | 54                  | 0                     | 6                | 1 695        |
| Evolution 2023/2022   | -11%       | -50%      | #DIV/0!       | -4%        | 20%        | -16%       | 11%        | 49%                | -20%                | #DIV/0!               | 100%             | 5%           |
| Réalisé 2019  | 445        | 17        | 1             | 350        | 907        | 681        | 440        | 34                 | 35                  | 8                     | 20               | 2 938        |
| Evolution 2023/2019   | -61,8%     | -64,7%    | -100,0%       | -58,9%     | -47,9%     | -62,1%     | 38,1%      | 88,2%              | 22,9%               | -25,0%                | -40,0%           | -39,8%       |

- **Subvention à l'IFCASS : AE=CP : 2,38 M€**

Le groupement d'intérêt public « institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales (IFCASS) » prépare un public de jeunes ultramarins à des formations qualifiantes ainsi qu'à divers concours administratifs, prioritairement orientés vers les métiers de la santé et de l'accompagnement social. Dans ce cadre, il a pour objet d'assurer en priorité la formation de jeunes originaires d'outre-mer résidant dans leur département ou territoire d'origine.

Par convention budgétaire du 31 janvier 2023, l'IFCASS bénéficie d'une subvention de 2 375 000 € afin de lui permettre d'œuvrer pour l'insertion des jeunes ultramarins vers l'emploi ainsi qu'en matière d'accueil et d'hébergement de ces jeunes au sein de l'établissement.

- **Autres mesures d'accompagnement**

Trois opérateurs ont bénéficié de subventions cette année au titre de l'accompagnement du ministère pour la formation professionnelle de ressortissants d'outre-mer :

- Le centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte (0,04 M€ en AE et 0,03 M€ en CP pour contribuer à la mise en place d'une licence professionnelle « développement de projets de territoires, parcours, montage et gestion de projets européens » pour renforcer l'expertise pour le développement de projets susceptibles de bénéficier de cofinancements de l'Europe
- L'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, pour accompagner les actions conduites par cet opérateur en Nouvelle-Calédonie (0,03 M€ en CP) dans le cadre de la convention triennale 2022-2024 ;
- L'institut des hautes études de la défense (0,12 M€ en AE CP), pour financer le programme spécifique « outre-mer » inscrit dans la session nationale 2023-2024 -majeure « enjeux et stratégies maritimes, et favoriser ainsi la participation d'auditeurs ultramarins au cursus de formation dispensé par l'institut.

**LES DISPOSITIFS RELEVANT DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE : AE = 10,62 M€ ; CP = 10,22 M€****• Cadres de Mayotte : AE = 0,33 M€ ; CP = 0,30 M€**

Le dispositif « cadres de Mayotte », ouvre la possibilité à de jeunes mahoraises et mahorais de suivre une formation menant à un diplôme de niveau master 2 en prenant en charge à la fois le transport, une aide à l'installation et une allocation mensuelle pendant une durée de cinq ans. Cette dernière est destinée à « compléter les ressources financières » de l'étudiant et ne peut réglementairement dépasser 808 euros mensuels au titre des différentes aides financières versées par l'État (art. D. 1803-40 du code des transports). Cette politique vise à faciliter aux étudiants volontaires leur accès à l'emploi dans des postes d'encadrement dans les entreprises, les collectivités publiques et les établissements publics à Mayotte, c'est-à-dire en contrepartie d'un retour dans le département une fois le cursus de formation achevé (art. D. 180-37 du code des transports).

Lancé en 2018 avec une première promotion de seulement 12 étudiants, le programme est reconduit depuis 2021 avec l'entrée d'une nouvelle promotion de 30 étudiants, chaque année académique. Pour l'accompagnement pédagogique tout au long du parcours de formation et le suivi des mahorais bénéficiaires du programme Cadres Avenir, le ministère chargé des outre-mer s'appuie par voie de convention sur l'expérience de l'ACESTE CNAM.

Le montant total du financement pour 2023 s'est élevé à 0,33 M€ en AE et 0,30 M€ en CP.

**• Cadres en Guadeloupe et à Saint-Martin : AE = 0,05 M€ ; CP = 0,03 M€**

Dans le cadre de l'extension en Guadeloupe, à titre expérimental, du programme Cadres Avenir, la préfecture a lancé en 2023 un appel d'offres concernant l'accompagnement pédagogique et social, durant leur séjour en métropole, des futurs bénéficiaires. Un marché a été passé dans ce cadre avec LADOM, qui a bénéficié à ce titre de 23,5 k€.

Par ailleurs, plusieurs actions de communication, destinées à faire connaître et promouvoir ce nouveau dispositif, ont été financées sur cette enveloppe.

En 2023, 13 jeunes de Guadeloupe et 5 de Saint-Martin ont été intégrés à ce programme.

**• Passeport mobilité formation professionnelle Mayotte : AE = 0,31 M€ ; CP = 0,01 M€**

En 2023, Mayotte a consommé 0,31 M€ en AE sur le passeport mobilité.

**S'agissant de la Nouvelle-Calédonie : 7,60 M€ en AE=CP**

| Intitulé de la mesure spécifique | Consommation d'AE 2023 | Consommation de CP 2023 |
|----------------------------------|------------------------|-------------------------|
| GIP formation Cadre avenir       | 5 520 000 €            | 5 520 000 €             |
| Programme MBA                    | 277 100 €              | 277 100 €               |
| Insertion emploi COM - Contrat   | 838 000 €              | 838 000 €               |
| Chantier de développement local  | 544 915 €              | 541 805 €               |
| Jeunes stagiaires                | 425 931 €              | 425 930 €               |
| <b>Total général</b>             | <b>7 605 945 €</b>     | <b>7 602 835 €</b>      |

L'accompagnement des jeunes constitue une des priorités de l'État en Nouvelle-Calédonie. En effet, 40 % des demandeurs d'emploi ont moins de 30 ans selon l'Institut de développement des compétences de la Nouvelle-Calédonie. 600 jeunes quittent le dispositif de formation initiale sans qualification et diplôme chaque

année. Ces dispositifs d'insertion participent ainsi au rééquilibrage social, économique du territoire et à la lutte contre la délinquance. Ils sont également l'occasion de présenter aux jeunes, les autres dispositifs auxquels ils peuvent prétendre tels que le service civique et le SMA. Enfin, ces renforts constituent un réel appui aux municipalités dans la mise en œuvre de leurs missions.

• **GIP Cadres Avenir : 5,52 M€ en AE=CP**

Le programme « Cadres Avenir », anciennement le programme « 400 Cadres », est né d'une volonté exprimée dans les accords de Matignon : « dans le but de rééquilibrer le partage de l'exercice des responsabilités, un important programme de formation de cadres, particulièrement de cadres mélanésiens, doit être engagé dans les meilleurs délais ». Depuis lors, en partenariat avec les acteurs de la formation et en application des dispositions de l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, le groupement d'intérêt public Formation - Cadres Avenir a pour objet de favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie.

Il consacre son action plus précisément à la formation et au rééquilibrage. A cette fin, il initie, anime et suit les actions visant à préparer et à favoriser la formation, en métropole, des cadres nécessaires au développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie. Dans ce cadre, le groupement Formation - Cadres Avenir gère en moyenne plus de 150 étudiants par an en métropole.

En 2023, 5,52 M€ ont été délégués au titre du GIP formation Cadres Avenir.

• **Programme Master Business Administration (MBA) : 0,27 M€ en AE=CP**

Le dispositif « Maîtrise en administration des affaires » appelé « MBA » a été mis en place en 2014 avec comme objectif de former des cadres dirigeants déjà en poste afin d'acquérir des outils de gestion et des postures managériales.

Afin de financer le diplôme MBA, 278 000 € avaient été provisionnés en 2023. Une enveloppe de 278 000 € a été consommée au 31/12/2023. Cette dotation a été versée en intégralité au GIP Cadres Avenir, chargé de la gestion de ce dispositif.

• **Insertion emploi COM - CDEV - Bourses des îles Loyautés : 0,84 M€ en AE=CP**

Ce dispositif correspond à l'opération de fonctionnement « Mise en place de bourses pour études supérieures », et a été mise en œuvre dans le cadre du contrat de développement/convention de fonctionnement État-Province des Îles Loyauté 2017-2023, qui vise à favoriser et accompagner la poursuite d'études pour la jeunesse loyaltienne.

Pour l'année 2023, la consommation s'établit à 0,84 € M€ en AE et en CP.

• **Chantiers de développement local (CDL) (0,54 M€ en AE=CP) et jeunes stagiaires pour le développement (JSD) (0,42 M€ en AE=CP)**

Ces dispositifs d'insertion participent ainsi au rééquilibrage social, et économique du territoire. Ils sont également l'occasion de présenter aux jeunes, les autres dispositifs auxquels ils peuvent prétendre tel que le service civique et le service militaire adapté (SMA). Enfin, ces renforts constituent un réel appui (main d'œuvre supplémentaire, pris en charge du coût financier) aux municipalités et au milieu associatif dans la mise en œuvre de leurs missions.

En 2023, la Nouvelle-Calédonie a consommé sur le CDL 0,54 M€ en AE et en CP et sur le JSD 0,42 M€ en AE et en CP.

**S'agissant de Wallis-et-Futuna : 1,94 M€ en AE et 1,89 M€ en CP**

| Intitulé de la mesure spécifique             | Consommation d'AE 2023 | Consommation de CP 2023 |
|--|------------------------|-------------------------|
| Chantier de développement local - Contrat    | 1 476 088 €            | 1 475 294 €             |
| Passeport mobilité formation professionnelle | 216 003 €              | 183 341 €               |
| Insertion emploi COM - Contrat               | 90 962 €               | 106 291 €               |
| Insertion emploi COM                         | 64 060 €               | 64 060 €                |
| Autre aide à la formation                    | 51 783 €               | 25 492 €                |
| Programme cadre                              | 44 294 €               | 34 715 €                |
| <b>Total général</b>                         | <b>1 943 190 €</b>     | <b>1 889 193 €</b>      |

• **Chantiers de développement local : 1,47 M€ en AE et CP**

La circulaire du 15 juillet 1991 a maintenu les chantiers de développement local (CDL) dans les collectivités françaises du Pacifique en l'absence de dispositifs et d'aides spécifiques à l'insertion. Les chantiers doivent offrir un double accompagnement : une aide financière temporaire et une aide à la réinsertion sociale et professionnelle (ou complément de formation initiale pour les jeunes).

A Wallis-et-Futuna, ce dispositif est inscrit dans le cadre du CCT 2019-2023. Au cours de l'exercice 2023, 1,47 M€ en AE et en CP ont été consommés à ce titre.

• **Passeport mobilité formation professionnelle : 0,22 M€ en AE et 0,18 M€ CP**

La mise en œuvre du PMFP est effectuée par le Service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales (SITAS) en partenariat avec LADOM pour les jeunes en formations professionnelles hors territoire (métropole, Nouvelle-Calédonie, etc.) avec possibilité de prise en charge des frais de déplacement, des frais de formation, d'aide financière mensuelle ou d'aide à l'installation.

Ce dispositif est attaché au CCT 2019-2023. Le SITAS a consommé 0,22 M€ en AE et 0,18 M€ en CP au 31 décembre 2023.

• **Insertion emploi COM CCT : 0,09 M€ en AE et 0,11 M€ en CP**

Wallis-et-Futuna a engagé des crédits essentiellement dans le domaine de la formation des acteurs du secteur primaire (0,09 M€).

Ce dispositif est attaché au CCT 2019-2023. La consommation par opération du CCT-P138 était la suivante :

- 75 122 € en AE et 90 451 € en CP consommés au titre de l'opération CCT « Former les acteurs du secteur primaire » par la Direction des services agricoles ;
- 15 840 € en AE=CP remboursés à la CCIMA suite aux dépenses qu'elle a avancées dans le cadre de son opération CCT « Groupe Initiative Jeunesse ». En effet, la chambre consulaire a tenu tout au long de l'année des ateliers afin de sensibiliser la population aux métiers du secteur agricole et de l'artisanat.

• **Insertion emploi COM hors CCT : 0,06 M€ en AE et en CP**

Le Territoire a consommé 0,06 M€ en AE et en CP. Ces crédits ont permis de financer :

- à hauteur de 22 160 € en AE=CP, le projet de la CCIMA portant sur « la valorisation et transformation des produits agricoles wallisiens et futuniens traditionnels par l'échange de compétences avec la Polynésie française » ;
- l'octroi d'une subvention d'un montant de 41 900 € en AE=CP pour la mise en place du premier Juvénat lycéen du Territoire.

**• *Autres aides à la formation (prime à la création d'emploi en faveur des jeunes) : 0,05 M€ en AE et 0,03 M€ en CP***

Il s'agit d'une prime versée pour le recrutement d'un jeune sans emploi âgé de 16 à moins de 26 ans, en contrat à durée déterminée, à temps complet, pendant 3 ans. L'aide accordée représente 20 % du SMIG pour les deux premières années et 10 % pour la troisième année.

Au 31 décembre 2023, la consommation s'établit à 0,05 € M€ en AE et 0,03 M€ en CP.

• **Cadres de Wallis-et-Futuna : 0,04 M€ en AE et 0,03 M€ en CP**

Le SITAS a consommé 0,04 M€ en AE et 0,03 M€ en CP pour le dispositif « Cadres de Wallis-et-Futuna » au 31 décembre 2023.

L'année 2023 marquant la fin de la convention de mandat entre le Territoire et Campus France, une nouvelle convention a été signée le 6 décembre avec l'opérateur pour la période 2024-2026. Cependant, l'appel de fonds de l'année 2024 d'un montant de 498 879 € n'a pas pu être engagé compte tenu de l'insuffisance des AE disponibles. C'est la raison pour laquelle, le dispositif présentait au 31 décembre une consommation exceptionnellement faible. L'appel de fonds sera engagé et mandaté en 2024.

**S'agissant de la Polynésie Française : 0,39 M€ en AE = CP**

| Intitulé de la mesure spécifique | Consommation d'AE 2023 | Consommation de CP 2023 |
|----------------------------------|------------------------|-------------------------|
| Chantier de développement local  | 394 064 €              | 393 528 €               |
| <b>Total général</b>             | <b>394 064 €</b>       | <b>393 528 €</b>        |

En 2023, la Polynésie française a consommé 0,39 M€ en AE et en CP sur les Chantiers de développement local ayant permis de financer 209 embauches sous contrats CDL (contre 239 contrats en 2022) :

-137 contrats adultes ;

-72 contrats jeunes ;

Cette diminution du nombre de contrats en 2023 s'explique par les nombreuses démissions intervenues avant le démarrage du contrat ou en cours de chantier ainsi que de nombreux jours d'absence injustifiés et donc non rémunérés. Face à ces démissions, les structures d'accueil n'ont pas pu trouver de remplaçant, ce qui a donné lieu à des reliquats de semaines non affectées.

S'agissant des secteurs d'activités, près des deux tiers des chantiers proposés concernent la protection de l'environnement, les auxiliaires de bureau et l'entretien en bâtiment.

On observe une quasi parité dans l'attribution des contrats : 102 CDL masculins et 107 CDL féminins.

Les CDL jeunes positionnés en priorité dans les associations et les communes ont fait l'objet d'une sélection État-Pays. Le Haut-Commissariat et les services du Pays compétents en matière de formation travaillent en partenariat pour proposer aux jeunes bénéficiaires de contrats une offre de formation adaptée à leurs besoins et à leur situation familiale.

**ACTION****03 – Pilotage des politiques des outre-mer**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                        |                                      | Crédits de paiement |                        |                                      |
|---|----------------------------|------------------------|--------------------------------------|---------------------|------------------------|--------------------------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres          | Total                                | Titre 2             | Autres titres          | Total                                |
| 03 – Pilotage des politiques des outre-mer                                  |                            | 3 800 000<br>4 313 902 | <b>3 800 000</b><br><b>4 313 902</b> |                     | 3 536 259<br>4 478 900 | <b>3 536 259</b><br><b>4 478 900</b> |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                  | Crédits de paiement           |                  |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 3 800 000                     | 4 245 035        | 3 536 259                     | 4 415 675        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 800 000                     | 4 245 035        | 3 536 259                     | 4 415 675        |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       |                               | 59 472           |                               | 59 472           |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       |                               | 59 472           |                               | 59 472           |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         |                               | 9 395            |                               | 3 753            |
| Transferts aux ménages                                    |                               | 9 395            |                               | 3 753            |
| <b>Total</b>  | <b>3 800 000</b>              | <b>4 313 902</b> | <b>3 536 259</b>              | <b>4 478 900</b> |

Après neutralisation des retraits d'engagement et corrections d'erreurs d'imputation relevées sur le programme, la consommation sur cette action s'élève, pour 2023 à 4 324 493 € en AE et 4 484 483 € en CP répartis comme suit :

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT****CATÉGORIE 31 - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AUTRES QUE CELLES DE PERSONNEL**

AE : 4,26 M€ - CP : 4,42 M€

L'action recouvre les dépenses courantes du cabinet du ministre en charge des outre-mer et de la direction générale des outre-mer (DGOM), qui prend également en charge la gestion des moyens alloués à la délégation interministérielle à l'égalité des chances des Français d'outre-mer et la visibilité des outre-mer (DIECFOMVI), ainsi que depuis 2023, de ceux alloués à la coordinatrice interministérielle contre les violences faites aux femmes en outre-mer.

L'exécution consiste, pour l'essentiel, en dépenses de fournitures et matériels de bureau, déplacements, documentation, frais de communication et de représentation.

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

AE =CP : 0,06 M€

Dans une logique de mutualisation, les dépenses d'infrastructures, de réseaux de communication et informatiques ainsi que les dépenses immobilières sont financées sur les crédits du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer. La mission « outre-mer » reste en charge de ses immobilisations incorporelles et de son parc automobile.

### ACTION

#### 04 - Financement de l'économie

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |                   | Crédits de paiement |               |                   |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total             | Titre 2             | Autres titres | Total             |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |                   |                     |               |                   |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |                   |                     |               |                   |
| 04 – Financement de l'économie       |                            | 34 302 576    | <b>34 302 576</b> |                     | 31 848 630    | <b>31 848 630</b> |
|                                      |                            | 17 577 174    | <b>17 577 174</b> |                     | 16 557 134    | <b>16 557 134</b> |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                               | 32 780            |                               | 30 380            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 32 780            |                               | 30 380            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 34 302 576                    | 17 544 394        | 31 848 630                    | 16 526 754        |
| Transferts aux ménages                                    |                               | 19 609            |                               | 19 609            |
| Transferts aux entreprises                                | 32 302 576                    | 14 078 390        | 29 848 630                    | 13 717 303        |
| Transferts aux collectivités territoriales                |                               |                   |                               | 19 186            |
| Transferts aux autres collectivités                       | 2 000 000                     | 3 446 395         | 2 000 000                     | 2 770 657         |
| <b>Total</b>  | <b>34 302 576</b>             | <b>17 577 174</b> | <b>31 848 630</b>             | <b>16 557 134</b> |

Après neutralisation des retraits d'engagements des années antérieures, les crédits exécutés en 2023 au titre de cette action s'élèvent à 18 278 614 € en AE et 16 557 134 € en CP, déclinés comme suit :

#### Soutien aux économies locales - Aide au fret AE : 2,46 M€ CP : 4,82 M€

Au 31 décembre 2023, les crédits consommés apparaissent nettement inférieurs aux montants votés en LFI (7,8 M€ en AE et 5,34 M€ en CP). Plusieurs phénomènes expliquent cette situation : la transmission tardive des dépôts de dossiers de subventions voire leur report sur 2024, une sur-estimation de certains territoires, enfin le processus d'instruction de l'aide au fret qui est assumé par les autorités de gestion FEDER. En raison de sa longueur (2 ans et demi en moyenne) et de sa complexité, il est difficile à appréhender pour les entreprises.



187 subventions ont été attribuées à 58 entreprises. La subvention moyenne s'est établie à 13 144 € (contre 36 287 € en 2022), montant en baisse de -64 % par rapport à 2022. Sur l'ensemble des territoires bénéficiaires, certaines typologies d'entreprises du tissu productif sollicitent l'aide au fret, les TPE-PME et les entreprises artisanales la sollicitent peu : en 2023, 78 % des subventions tant en nombre qu'en montant bénéficient aux entreprises de l'industrie manufacturière (78 %).

| Territoires              | AE               | CP               | Nombre d'entreprises subventionnées au regard des AE ouvertes en 2022 | Nombre de subventions attribuées au regard des AE ouvertes en 2022 |
|--------------------------|------------------|------------------|---|--|
| Guadeloupe               | 692 445          | 1 073 012        | 24  | 117  |
| Guyane                   | 450 908          | 1 162 939        | 4   | 10   |
| La Réunion               | 7 656            | 225 781          | 2   | 4  |
| Martinique               | 800 020          | 2 051 988        | 6   | 10   |
| Saint-Martin             | 345 241          | 146 963          | 11  | 24   |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 20 413           | 20 413           | 3   | 6  |
| Wallis-et-Futuna         | 141 315          | 141 315          | 8   | 16   |
| <b>Total</b>             | <b>2 457 998</b> | <b>4 822 411</b> | <b>58</b>   | <b>187</b>   |

#### **Soutien aux économies locales - Autres aides aux entreprises : AE : 1,97 M€ CP : 1,69 M€**

Cette ligne comprend :

- Les aides à l'internationalisation des entreprises (900 k€ en AE, 911,52 k€ en CP).

La convention passée avec Business France permettant d'abonder les programmes nationaux d'aide à l'internationalisation des PME et ETI des Outre-mer permet de subventionner les missions de prospection des marchés internationaux de 70 à 80 % pour les PME basée dans les DROM-COM et elle finance 50 % des VIE pour les entreprises de ces territoires. En 2023, 126 entreprises ultramarines ont ainsi bénéficié d'une prospection à l'international et en décembre 2023, on comptait 45 VIE en poste pour le compte d'entreprises des DROM-COM ;

- Les autres aides aux entreprises : les aides concernées portent sur deux actions spécifiques :

- L'accélérateur de croissance Antilles-Guyane Bpifrance (553 620 € en AE, 276 810 € en CP) : Cette expérimentation lancée dans la zone Antilles-Guyane vise au renforcement des capacités des ETI pour favoriser leur croissance organique par la mise en place de formations adaptées en partenariat avec des écoles de commerce.

- Le soutien à des évènements en faveur des entreprises (0,44 M€ en AE, 0,43 M€ en CP).

Plusieurs évènements ont été accompagnés par le ministère en 2023, parmi lesquels :

- Outre-mer French Tech Days : Cet événement de célébration du renouvellement de la labellisation des communautés French Tech d'outre-mer ayant eu lieu à La Réunion. L'événement a été soutenu directement (80 k€) et indirectement (100 k€) en prenant en charge le transport de délégations de l'ensemble des outre-mer à La Réunion et en assurant une couverture presse.
- Soutien à un événement Innovation dans le Pacifique (60 k€ en AE-CP) : cette ligne permet de soutenir un événement annuel en alternance en Nouvelle Calédonie et en Polynésie qui vise à favoriser la diversification économique de ces territoires et d'appuyer les efforts des entreprises innovantes de ces territoires qui ne bénéficient pas des fonds européens à la différence des DROM. L'événement 2023, le Tech for Good, s'est déroulé en Nouvelle Calédonie.
- Innovation outre-mer (82,4 k€ en AE-CP) : semaine de rencontres des jeunes pousses avec des fonds d'investissement et des grandes entreprises se concluant par un concours de jeunes pousses. Cet

événement permet aux jeunes pousses ultramarines de se confronter à des professionnels du capital-investissement ;

- Tech for Future (80 k€ en AE-CP) : événement autour de l'innovation organisé par le journal " La Tribune », dans le cadre duquel un prix spécial outre-mer, permettant de mettre en valeur les jeunes pousses ultramarines.

### **Le Prêt de développement outre-mer (PDOM) : AE : 9,50 M€ CP : 6,4 M€**

Lancé en 2017, le prêt de développement outre-mer (PDOM), porté par Bpifrance, est un prêt sans garantie à destination des PME. Pour l'année 2023, par effet levier, les 9,5 M€ de bonifications PDOM ont permis 43,8 M€ d'engagements par Bpifrance sur ce produit pour 157 prêts, avec un ticket moyen de 279 k€.

Le PDOM intervient en qualité de produit de cofinancement, au côté d'un financement privé (participatif, bancaire, apport en capital ou en quasi-fonds propres). Le coût du financement privé étant plus élevé en outre-mer que dans la France hexagonale, le taux bonifié du PDOM permet aux entreprises ultramarines de se financer à un taux moyen similaire à celui observé dans la France hexagonale.

Les 9,5 M€ des PDOM sont répartis entre deux finalités :

- PDOM développement (7,92 M€) : pour les entreprises de plus de 3 ans ;
- PDOM création (1,58 M€) : pour les entreprises de moins de trois ans.

- **Répartition par géographie :**

Les territoires ayant bénéficié du PDOM en 2023 sont, du total du plus élevé au moins élevé : La Réunion, avec 16 M€ engagés (soit 44 %) pour 64 projets ; la Martinique, avec 7,8 M€ engagés (soit 21 %) pour 30 projets ; la Nouvelle-Calédonie, avec 6 M€ engagés (soit 17 %) pour 35 projets ; la Guadeloupe, avec 5 M€ engagés (soit 13 %) pour 15 projets ; Mayotte, avec 979 k€ autorisés (soit 3 %) pour 3 projets ; la Guyane, avec 924 k€ autorisés (soit 3 %) pour 10 projets.

- **Répartition par secteur d'intervention :**

Les principaux secteurs ayant bénéficié du PDOM en 2023 sont, du total du plus élevé au moins élevé : le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles, avec 17 M€ engagés (soit 38 %) pour 52 projets ; l'industrie manufacturière avec 7,7 M€ engagés (soit 18 %) pour 40 projets ; la construction, avec 4,4 M€ (soit 14 %) pour 13 projets ; la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution, avec 3,1 M€ (soit 7 %) pour 8 projets ; les activités de services administratifs et de soutien, avec 2,6 M€ (soit 6 %) pour 8 projets ; l'hébergement et la restauration, avec 2,2 M€ (soit 5 %) pour 9 projets ; les activités spécialisées, scientifiques et techniques, avec 2 M€ (soit 5 %) pour 4 projets ; les activités financières et d'assurance, avec 1,5 M€ (soit 3 %) pour 6 projets ; le transport et l'entreposage, avec 1,2 M€ (soit 3 %) pour 5 projets ; et enfin l'information et la communication, avec 830 k€ (soit 2 %) pour 3 projets.

### **Subventions sur appels à projets pour le développement de l'innovation et de l'investissement : AE = CP : 1,5 M€**

Lancé en 2019, les subventions portées par Bpifrance doivent favoriser l'émergence en outre-mer de projets innovants et environnementaux-compatibles. Pour l'année 2023, les décaissements réalisés par Bpifrance s'élèvent à 1 437 664 € pour 19 subventions, avec un ticket moyen de 75 667 €.

A noter que Bpifrance n'a pas versé l'intégralité des montants qui lui ont été notifiés en 2023 (reliquat de 62 336 €). Déjà observée en 2022, cette sous-consommation sur ce produit avait amené la DGOM à réduire l'enveloppe accordée aux subventions de 2 M€ en 2022 à 1,5 M€ en 2023.

Les 1,5 M€ des subventions sont répartis entre deux finalités :

- une « subvention d'investissement » permettant à l'entreprise de maîtriser ou de diminuer son impact sur l'environnement (montant d'aide maximum de 100 k€ (200 k€, en cas exceptionnel), et en respect du plafond d'aide *de minimis*) ;
  - une « subvention d'innovation » pour répondre aux besoins des sociétés innovantes en matière d'industrialisation et de déploiement de leurs projets de R&D (couverture de 75 % des dépenses éligibles prévisionnelles dans la limite du respect des plafonds d'aide autorisés au titre du règlement de minimis).
- **Répartition par géographie :**

Les territoires ayant bénéficié des subventions en 2023 sont, du total du plus élevé au moins élevé : La Réunion, avec 776 664 k€ autorisés (soit 54 %) pour 12 projets ; la Guadeloupe, avec 280 k€ autorisés (soit 19 %) pour 3 projets ; la Guyane, avec 200 k€ autorisés (soit 14 %) pour 2 projets ; la Martinique, avec 181 k€ autorisés (soit 13 %) pour 2 projets.

- **Répartition par secteur d'intervention :**

Les secteurs ayant bénéficié des subventions en 2023 sont, du total du plus élevé au moins élevé : l'information et la communication avec 322 k€ autorisés (soit 22 %) pour 5 projets ; l'industrie manufacturière avec 300 k€ autorisés (soit 21 %) pour 3 projets ; les activités spécialisées, scientifiques et techniques avec 255 k€ (soit 18 %) pour 3 projets ; le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles avec 240 664 € (soit 17 %) pour 4 projets ; les activités de services administratifs et de soutien avec 100 k€ (soit 7 %) pour 1 projet ; la construction avec 100 k€ (soit 7 %) pour 1 projet ; l'agriculture, la sylviculture et la pêche avec 100 k€ (soit 7 %) pour 1 projet ; enfin l'enseignement avec 20 k€ (soit 1 %) pour 1 projet.

### **Soutien au micro-crédit et à l'ESS : AE= 2,85 M€ CP = 2,15 M€**

Le soutien des institutions de microfinance (IMF) par le ministère chargé des outre-mer constitue un enjeu majeur de développement économique des territoires ultramarins, en assurant une activité essentielle d'accompagnement des porteurs de projets n'ayant pas accès aux circuits financiers classiques. Les besoins de soutien au fonctionnement de ces IMF sont toutefois souvent mal couverts, rendant précaires leurs activités et hypothéquant leurs perspectives de développement.

L'accompagnement par des acteurs spécialisés du microcrédit et de l'ESS (aide au montage de projet, financement et suivi, accompagnement) contribue de manière décisive à l'insertion sociale et professionnelle. C'est dans ce cadre qu'intervient le financement par le ministère chargé des outre-mer de partenariats avec les acteurs du microcrédit et de l'économie sociale et solidaire (ESS) : l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie), France Active, Initiative outre-mer, la confédération générale des sociétés coopératives et participative (CG SCOP) et ESS France Outre-mer.

L'Adie (1 M€ en AE, 1,1 M€ en CP) : Ce partenariat renforce la présence de l'ADIE dans les territoires ultramarins et lui permet de développer son offre financière et d'accompagnement au profit des porteurs de projet.

France Active (1,08 en AE, 0,39 M€ en CP) : France Active assure le déploiement de son offre de services comprenant conseil, financement et mise en réseau au profit des entrepreneurs d'outre-mer.

CG SCOP (0,07 M€ en AE et 0,08 en CP) : L'objectif est d'accompagner les projets coopératifs à la Réunion et à Mayotte, en renforçant la présence de la CG SCOP à La Réunion ; de déployer les outils financiers du mouvement coopératif, qui disposent de fonds actuellement sous-mobilisés et qui peuvent venir en complément des prêts participatif de France Active ; et d'augmenter le taux d'adhésion des coopératives au mouvement régional.

Initiative Outre-mer (0,08 M€ en AE et 0,08 M€ en CP) : Le financement d'Initiative permet de soutenir la mise en place de la coordination régionale du réseau d'Initiative France dans les territoires ultramarins ainsi que l'accompagnement des associations locales au service du développement de l'activité des porteurs de projets.

ESS France Outre-mer (0,62 M€ en AE et 0,5 M€ en CP) : L'économie sociale et solidaire joue un rôle central dans les territoires ultramarins : elle totalise plus de 50 000 emplois, représente 1,4 milliards d'euros de masse salariale et constitue 15 % de l'emploi privé. Ce nouveau partenariat doit permettre au MOM de poursuivre son travail de financement et de structuration de l'ESS dans les territoires ultramarins. Les actions suivantes ont été retenues : i) soutien aux chambres régionales de l'économie sociale et solidaire -CRESS ii) déploiement d'une ingénierie technique et financière à travers le projet CAP ESSOR.

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense                  | Réalisation 2022           |                     | Prévision LFI 2023         |                     | Réalisation 2023           |                     |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|   | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>CAMPUS France (P185)</b>   | <b>255 000</b>             | <b>255 000</b>      |                            |                     |                            |                     |
| Transferts  | 255 000                    | 255 000             |                            |                     |                            |                     |
| <b>IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale (P129)</b>               |                            |                     |                            |                     | <b>120 000</b>             | <b>120 000</b>      |
| Transferts  |                            |                     |                            |                     | 120 000                    | 120 000             |
| <b>LADOM - L'agence de l'Outre-mer pour la mobilité (P138)</b>                      | <b>24 058 195</b>          | <b>22 723 208</b>   | <b>30 990 728</b>          | <b>25 766 836</b>   | <b>25 353 458</b>          | <b>20 363 299</b>   |
| Subventions pour charges de service public  | 7 329 999                  | 7 330 000           | 7 447 073                  | 7 447 073           | 7 309 470                  | 7 309 470           |
| Transferts  | 16 728 196                 | 15 393 208          | 23 543 655                 | 18 319 763          | 18 043 988                 | 13 053 829          |
| <b>Business France (P134)</b>   |                            | <b>773 870</b>      |                            |                     | <b>900 000</b>             | <b>911 518</b>      |
| Transferts  |                            | 773 870             |                            |                     | 900 000                    | 911 518             |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>  | <b>7 000</b>               | <b>7 000</b>        |                            |                     | <b>40 000</b>              | <b>30 000</b>       |
| Transferts  | 7 000                      | 7 000               |                            |                     | 40 000                     | 30 000              |
| <b>AFPA - Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (P103)</b> | <b>90 000</b>              | <b>15 000</b>       |                            |                     |                            | <b>30 000</b>       |
| Transferts  | 90 000                     | 15 000              |                            |                     |                            | 30 000              |
| <b>Total</b>  | <b>24 410 195</b>          | <b>23 774 078</b>   | <b>30 990 728</b>          | <b>25 766 836</b>   | <b>26 413 458</b>          | <b>21 454 817</b>   |
| Total des subventions pour charges de service public                                | 7 329 999                  | 7 330 000           | 7 447 073                  | 7 447 073           | 7 309 470                  | 7 309 470           |
| Total des transferts  | 17 080 196                 | 16 444 078          | 23 543 655                 | 18 319 763          | 19 103 988                 | 14 145 347          |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

Outre les dotations allouées à l'agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM, opérateur unique de la mission outre-mer chargé entre autre de l'accompagnement à la mobilité des jeunes ultramarins en formation et de la continuité territoriale) au titre de sa subvention pour charges de service public de 7,3 M€ et du financement de la mobilité durant les actions de formation professionnelle en mobilité (18 M€ en AE et 13 M€ en CP), le programme a financé en 2023 :

- Business France, dans le cadre du partenariat engagé avec cet opérateur en 2021 en vue d'accompagner les TPE et PME d'outre-mer dans le domaine de l'export et favoriser ainsi l'internationalisation des économies ultramarines (0,9 M€ en AE CP) ;
- le centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte (0,04 M€ en AE et 0,03 M€ en CP pour contribuer à la mise en place d'une licence professionnelle « développement de projets de territoires, parcours, montage et gestion de projets européens » pour renforcer l'expertise pour le développements projets susceptibles de bénéficier de cofinancements de l'Europe
- l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, pour accompagner les actions conduites par cet opérateur en Nouvelle-Calédonie (0,03 M€ en CP) ;
- l'institut des hautes études de la défense (0,12 M€ en AE CP), pour financer le programme spécifique « outre-mer » inscrit dans la session nationale 2023-2024 -majeure « enjeux et stratégies maritimes, et favoriser ainsi la participation d'auditeurs ultramarins au cursus de formation dispensé par l'institut.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

## EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur  | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |              |                     |                | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|--|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
|  |  | sous plafond *                    | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis |   |
| LADOM - L'agence de l'Outre-mer pour la mobilité | Réalisation 2022                                       | 0                                 | 13           | 13                  | 0              | 8   |
|  | Prévision 2023   | 0                                 | 15           | 15                  | 0              | 8   |
|  | Réalisation 2023                                       | 0                                 | 12           | 12                  | 0              | 10  |
| <b>Total</b>                                     | <b>0</b>   | <b>125</b>                        | <b>13</b>    | <b>13</b>           | <b>0</b>       | <b>8</b>                                  |
|  | <b>0</b>   | <b>127</b>                        | <b>15</b>    | <b>15</b>           | <b>0</b>       | <b>8</b>                                  |
|  | <b>0</b>   | <b>122</b>                        | <b>12</b>    | <b>12</b>           | <b>0</b>       | <b>10</b>                                 |

\* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

## SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

|                                    | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| <b>Emplois sous plafond 2023 *</b> | <b>127</b>     | <b>122</b>       |

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

|                              | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 0             | 0               |

## Opérateurs

### OPÉRATEUR

LADOM - L'agence de l'Outre-mer pour la mobilité

#### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public administratif sous tutelle du ministère chargé des outre-mer et du ministère chargé des comptes publics, LADOM est chargée d'une mission de service public afin de favoriser la mobilité des résidents des départements et régions d'outre-mer hors de leur territoire dans le cadre de la politique nationale de continuité territoriale.

L'année 2023 a donné lieu à un travail d'échanges et de co-construction avec l'ensemble des acteurs concernés et a permis d'aboutir au projet stratégique « LADOM 2024 ». Ce projet a été décliné en mesures, qui ont été confirmées dans le cadre du Comité interministériel des outre-mer (CIOM) du 18 juillet 2023. Par ailleurs, l'année 2023 a été une année autant transitoire que décisive concernant les modalités de partenariat entre LADOM et France-Travail (Ex-pôle emploi). Ainsi un nouvel accord-cadre a été élaboré donnant suite au renforcement de l'opérateur sur le volet de la mobilité.

#### Définition du projet stratégique « LADOM 2024 »

Fin 2022, LADOM a lancé une consultation des acteurs locaux des DROM et des COM, au travers d'entretiens et de questionnaires. L'objectif visé était d'identifier les écarts entre l'offre en matière de dispositifs tant sur le territoire hexagonal que dans les DROM-COM, les besoins de mobilité des ultramarins et plus largement de continuité territoriale. Cette consultation a permis d'actualiser et de redéfinir la continuité territoriale adaptée à l'objet de LADOM et doit ainsi permettre à l'opérateur de continuer à œuvrer en faveur de l'égalité des chances pour les résidents d'outre-mer. Les entretiens ainsi que les 65 réponses aux questionnaires ont fait émerger 300 propositions d'actions.

Les principaux enseignements de la consultation font émerger principalement trois axes :

- l'amélioration de nos dispositifs ;
- la diversification des publics cibles ;
- une inscription dans le tissu social des territoires, tant dans le développement économique, l'éducation que la culture.

En 2023, le rapport de la consultation, les différentes rencontres ainsi que les propositions retenues ont permis d'alimenter le projet stratégique de LADOM 2024. 16 nouvelles mesures ont été élaborées et actées lors du comité interministériel des outre-mer du 18 juillet 2023. Dans ce cadre, le projet « LADOM 2024 » participe à la création de valeur dans chacun des territoires et la reconnaissance d'identités et de spécificités propres, au travers d'objectifs définis : la création d'emplois, le renforcement d'actions culturelles et la valorisation des talents ultramarins.

Ces seize nouvelles mesures permettront d'accroître les capacités de l'opérateur puisque LADOM devra gérer quinze dispositifs (contre dix aujourd'hui). D'ailleurs, le Gouvernement a souhaité anticiper aux vacances de fin d'année 2023 la nouvelle mesure du CIOM permettant la prise en charge d'un aller-retour supplémentaire aux néo-bacheliers dès leur première année d'études supérieure entamée à l'automne 2023.

La mise en œuvre des nouvelles mesures émanant du CIOM entraîne une adaptation de l'opérateur. Ainsi, l'année 2023 a également été l'occasion pour LADOM de mener une réflexion sur l'optimisation de son fonctionnement interne.

En effet, LADOM contribue à ce que se créent des synergies d'acteurs au niveau des territoires ultramarins et s'attache à accueillir tous les candidats à la mobilité, qu'ils soient éligibles ou pas aux aides de LADOM, en étant capable de les réorienter efficacement. Dans la France hexagonale, LADOM assure un rôle de conseil dans les projets d'installation à vocation professionnelle en outre-mer. La présence d'antennes et de directions territorialisées à la fois en outre-mer et hexagone est un atout pour l'Agence qui peut se prévaloir d'une connaissance fine des outre-mer.

De la même façon, le renforcement de ses services supports constituera un enjeu majeur pour l'établissement, pris en compte dès 2023 par l'engagement d'une réorganisation interne et du renforcement des postes stratégiques au sein du siège.

Dans le cadre de sa mission au titre de la continuité territoriale, LADOM délivre des aides aux ultramarins souhaitant voyager vers la France hexagonale pour préserver les liens familiaux et promouvoir les relations culturelles et économiques. Le Gouvernement a opéré la réévaluation de ces aides en 2023 notamment pour prendre en compte la hausse du prix des transports aériens, qui sont mobilisables tous les trois ans par les bénéficiaires sous conditions de ressources pour l'achat d'un aller-retour entre le département d'origine et le territoire hexagonal.

Ainsi, en 2023, les moyens mis en œuvre au titre de la continuité territoriale ont sensiblement augmenté

Concernant le champ de la formation, plusieurs partenariats, porteurs de solutions pour les ultramarins ne pouvant se former dans leur collectivité d'origine, ont été conclus, comme celui avec le service militaire adapté (72 mesures), l'Institut de Formation aux Carrières Administratives, Sanitaires et Sociales (185 mesures), ou avec, les Régions de Martinique et de Guadeloupe et le département de Mayotte.

LADOM a par ailleurs intensifié ses interventions dans d'autres dispositifs de formation, comme le programme Cadres avenir, mis en place à Mayotte depuis plusieurs années et élargi, à titre expérimental, en Guadeloupe et en Martinique.

### **Le renforcement de l'accord cadre avec France Travail**

L'année 2023 a été caractérisée par l'opérationnalisation de l'accord cadre 2022/2023 signé le 14 septembre 2021 avec France travail et à la préparation de son évolution à partir de 2024. Après une année complète de mise en œuvre, l'année 2023 a constitué une année de consolidation. Pour rappel, cet accord définit les conditions du transfert, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, de l'achat des formations relevant de la mesure « Mobilité Formation Emploi » (MFE) du passeport pour la mobilité de la formation professionnelle (PMFP) et des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle associées aux actions « MFE » à France travail. L'offre aux bénéficiaires s'est donc considérablement améliorée par l'accès à l'ensemble des formations proposées par France travail.

L'avenant négocié en 2023 pour une application 2024/2026, a permis de mieux préciser la répartition des compétences entre LADOM et France Travail et de modifier les conditions financières. Ainsi, LADOM ne versera plus de contribution annuelle forfaitaire à partir de 2024. L'enjeu de cet accord est d'inscrire la formation professionnelle en mobilité des demandeurs d'emploi ultramarins dans le droit commun de la formation professionnelle et de favoriser l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi des demandeurs d'emploi ultramarins, en proposant :

- un accompagnement principal par France Travail complété par LADOM selon les besoins spécifiques des demandeurs d'emploi ultramarin ayant un projet de formation en mobilité
- des conditions matérielles sécurisées pour la période en mobilité
- une stratégie de coopération adaptée aux spécificités territoriales et à l'évolution locale des besoins et ressources.



L'accord cadre s'articule autour de deux axes majeurs de coopération :

- adapter l'accompagnement des demandeurs d'emploi ultramarins tout au long de leur parcours de formation en mobilité
- renforcer les interactions entre les deux opérateurs (LADOM et France Travail)

LADOM pourra ainsi recentrer ses missions sur la continuité territoriale en se mobilisant sur la préparation, sur le territoire d'origine, à la mobilité puis, en métropole, sur l'accompagnement et le suivi individualisé des bénéficiaires ainsi que sur la recherche de logement.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P138 – Emploi outre-mer</b>              | <b>24 058</b>                 | <b>22 723</b>          | <b>30 991</b>                 | <b>25 767</b>          | <b>25 353</b>                 | <b>20 363</b>          |
| Subventions pour charges de service public  | 7 330                         | 7 330                  | 7 447                         | 7 447                  | 7 309                         | 7 309                  |
| Transferts                                  | 16 728                        | 15 393                 | 23 544                        | 18 320                 | 18 044                        | 13 054                 |
| <b>P123 – Conditions de vie outre-mer</b>   | <b>23 000</b>                 | <b>23 000</b>          | <b>28 600</b>                 | <b>28 600</b>          | <b>30 000</b>                 | <b>30 000</b>          |
| Transferts                                  | 23 000                        | 23 000                 | 28 600                        | 28 600                 | 30 000                        | 30 000                 |
| <b>Total</b>                                | <b>47 058</b>                 | <b>45 723</b>          | <b>59 591</b>                 | <b>54 367</b>          | <b>55 353</b>                 | <b>50 363</b>          |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Les crédits versés à LADOM par le ministère chargé des outre-mer augmentent pour l'année 2023 et passe de 47 M€ en 2022 à 55,3 M€ en 2023 en AE et de 45,7 M€ en 2022 à 50,4 M€ en 2023 en CP conformément à l'augmentation des crédits adoptés.

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 9 403               | 8 780                   | Subventions de l'État  | 50 162              | 50 358                  |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>                           | <i>117</i>          | <i>100</i>              | – subventions pour charges de service public                                       | 7 309               | 7 309                   |
|   |                     |                         | – crédits d'intervention( transfert)   | 42 852              | 43 049                  |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 4 816               | 5 533                   | Fiscalité affectée   |                     |                         |
| Intervention (le cas échéant)   | 61 820              | 59 949                  | Autres subventions   | 14 895              | 5 382                   |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | -70                 | 1 206                   | Revenus d'activité et autres produits  | 1 015               | 1 733                   |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | <i>-70</i>          | <i>1 204</i>            | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>               |                     | <i>803</i>              |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     | <i>2</i>                | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     | <i>1</i>                |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> |                     | <i>457</i>              |
| <b>Total des charges</b>  | <b>76 039</b>       | <b>74 262</b>           | <b>Total des produits</b>  | <b>66 071</b>       | <b>57 474</b>           |
| Résultat : bénéfice   |                     |                         | Résultat : perte   | 9 968               | 16 788                  |
| Total : équilibre du CR   | 76 039              | 74 262                  | Total : équilibre du CR  | 76 039              | 74 262                  |

\* Voté

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       | 10 037              | 16 844                  | Capacité d'autofinancement                             |                     |                         |
| Investissements                      | 1 449               | 1 203                   | Financement de l'actif par l'État                      |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 1 015               | 1                       |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>11 486</b>       | <b>18 047</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>1 015</b>        | <b>1</b>                |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 10 471              | 18 046                  |

\* Voté

L'année 2023 est marquée par une forte diminution du fonds de roulement de LADOM principalement expliquée par les fonds européens qui n'ont pas été perçus. En effet, la convention FSE+2022-2023 n'étant pas signée au 31/12/2023, aucune provision n'a été constituée.

### TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 17 436                | 19 993              | 11 297                |

La différence entre les encaissements et les décaissements du programme 123 (-10,8 M€) a été compensée par la sous-consommation des activités du programme 138 (+5,2 M€) ainsi que par le solde de trésorerie qui est fixée au 31 décembre 2023 à 11,3 M€.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2023 |               | Compte financier 2023 * |               |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|  | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel                                    | 9 839               | 9 839         | 9 363                   | 9 363         |
| Fonctionnement                               | 3 852               | 3 924         | 3 851                   | 3 432         |
| Intervention                                 | 60 628              | 59 735        | 53 793                  | 53 526        |
| Investissement                               | 91                  | 1 449         | 801                     | 1 043         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>74 410</b>       | <b>74 946</b> | <b>67 808</b>           | <b>67 364</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 117                 | 117           | 103                     | 103           |

\* Voté

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>76 250</b>       | <b>61 800</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 7 309               | 7 309                   |
| Autres financements de l'État                   | 42 852              | 43 049                  |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 25 074              | 10 870                  |
| Recettes propres                                | 1 015               | 571                     |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Financements de l'État fléchés                  | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics fléchés             | 0                   | 0                       |
| Recettes propres fléchées                       | 0                   | 0                       |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>76 250</b>       | <b>61 800</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>1 304</b>        | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>0</b>            | <b>5 564</b>            |

\* Voté

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination               | Personnel              | Fonctionnement         |                        | Intervention             |                          | Investissement    |                        | Total                    |                          |
|---------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                           | AE = CP                | AE                     | CP                     | AE                       | CP                       | AE                | CP                     | AE                       | CP                       |
| Charges de personnel      | 0<br>9 363             | 0<br>0                 | 0<br>0                 | 14 080<br>0              | 12 035<br>0              | 0<br>0            | 0<br>0                 | 14 080<br>9 363          | 12 035<br>9 363          |
| Formation professionnelle | 9 544<br>0             | 3 737<br>0             | 3 806<br>0             | 45 765<br>53 793         | 46 917<br>53 526         | 88<br>0           | 1 405<br>0             | 59 134<br>53 793         | 61 672<br>53 526         |
| Frais généraux            | 295<br>0               | 116<br>3 851           | 118<br>3 432           | 783<br>0                 | 783<br>0                 | 3<br>801          | 43<br>1 043            | 1 196<br>4 652           | 1 239<br>4 475           |
| <b>Total</b>              | <b>9 839<br/>9 363</b> | <b>3 852<br/>3 851</b> | <b>3 924<br/>3 432</b> | <b>60 628<br/>53 793</b> | <b>59 735<br/>53 526</b> | <b>91<br/>801</b> | <b>1 449<br/>1 043</b> | <b>74 410<br/>67 808</b> | <b>74 946<br/>67 364</b> |

\* Voté

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>0</b>            | <b>5 564</b>            |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 0                   | 0                       |
| Autres décaissements non budgétaires  | 567                 | 574                     |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>567</b>          | <b>6 139</b>            |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>737</b>          | <b>0</b>                |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 0                       |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 737                 | 0                       |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>1 304</b>        | <b>6 139</b>            |

\* Voté

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>1 304</b>        | <b>0</b>                |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 0                   | 0                       |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>1 304</b>        | <b>0</b>                |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>0</b>            | <b>6 139</b>            |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 0                   | 0                       |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 0                   | 6 139                   |
| <b>Total des financements</b>   | <b>1 304</b>        | <b>6 139</b>            |

\* Voté

Au total, LADOM a un solde budgétaire réalisé négatif (-5,6 M€) alors qu'il était primitivement prévu, au budget initial 2023, un solde budgétaire positif (+1,3 M€).

La principale explication relève du défaut de réception des fonds européens, par rapport aux prévisions établies au BI 2023

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>138</b>              | <b>142</b>            | <b>134</b>       |
| – sous plafond                                       | 125                     | 127                   | 122              |
| – hors plafond                                       | 13                      | 15                    | 12               |
| <i>dont contrats aidés</i>                           | 13                      | 15                    | 12               |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> | <b>8</b>                | <b>8</b>              | <b>10</b>        |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 8                       | 8                     | 10               |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|

2023.

Conformément à l'objectif de redressement des comptes publics et à la norme d'évolution des effectifs et de la masse salariale de l'État, auxquels tous les opérateurs sont associés, le plafond d'emplois de LADOM a été de 122 ETPT en 2023, et les emplois hors plafond se sont établis à 12 ETPT, correspondant principalement aux contrats aidés.